

t.120.6-50 - NY/Zh

Berne, le 23 décembre 1977

R a p p o r t d e m i s s i o n

e n

A m é r i q u e L a t i n e

1.9. - 7.10.1977

J. P. Nyffeler

TABLE DES MATIERESExtrait No:

1. Mexique : CIMMYT maïs Amérique Centrale et Caraïbes
2. Mexique : Education technique dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage
3. Honduras : Demandes de coopération du Ministère des ressources naturelles
4. Honduras : Elaboration de dérivés du lait / PICDL Honduras
5. Honduras : Mécanisation agricole
6. Honduras : Formation professionnelle rurale
7. Honduras : Appui à l'Ecole régionale de sciences forestières de Siguatepeque
8. Honduras : Programme de puits
9. Mission au Costa Rica
10. El Salvador : Entretien de matériel hospitalier
11. El Salvador : Prospection
12. Cuba : Formation horlogère
13. Cuba : Prospection

t.120.6-50 - NY/sm
 t.311 Zentralamerika 4

Tegucigalpa, le 13.9.1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1.9-7.10.1977
 Extrait no. 1

Mexique : CIMMYT maïs Amérique Centrale et Caraïbes

1. Résumé

Programme bien structuré, appuyé par deux experts CIMMYT de bonne valeur. Au niveau de l'extension, les résultats obtenus sont fonction de paramètres socio-politiques et varient largement.

2. Mesures à prendre

- confirmer au Dr Finlay notre désir de recevoir régulièrement les rapports des 2 experts CIMMYT affectés au programme
- prévoir une visite du programme par le Dr Popow dans le courant de 1978

3. Commentaires

Par un heureux hasard, ma visite a coïncidé avec celle de directeurs de centres de recherche nationaux couverts par le programme Maïs Amérique Centrale et Caraïbes (ci-après "PMACC"). En tout, une quinzaine de personnes participaient à ce séminaire sur le terrain ("workshop"). A noter l'absence des 7 invités Salvadoriens, qui n'avaient pu obtenir leur visa de sortie de la part de la Présidence. Par contre, des représentants de Carghill et Tradax, et celui d'un centre de recherche argentin, s'étaient joints au groupe.

J'ai pu participer à la visite de la station de Tlaltizapán, au sud de Cuernavaca, station d'altitude moyenne, c.à.d. de 1000 à 1500 m. Là, l'occasion était donnée aux membres du groupe de comparer la croissance des différents types et variétés de maïs étudiés par le programme, y compris les variétés fournies pour étude par les centres nationaux. Nous avons eu l'occasion d'admirer l'une des grandes premières du CIMMYT, à savoir le croisement maïs/sorgho, qui devrait permettre ultérieurement de transmettre au maïs la résistance du sorgho.

Au cours de la visite, je me suis entretenu longuement avec le Dr Villena, le chef de l'équipe CIMMYT assignée au PMACC, et son collègue, le Dr Roberto F. Soza. Tous deux m'ont laissé une excellente impression et nous pouvons être assurés que du côté du CIMMYT, la couverture du PMACC est idéale. Comme nous allons le voir, il n'en va pas toujours de même au niveau des contreparties nationales.

Schématiquement, la structure du PMACC est pareille à celle de deux entonnoirs emboîtés, le premier représentant le processus de recherche et sélection, et le second celui de production et de diffusion

des semences améliorées auprès des agriculteurs des pays concernés. C'est dans cet entonnoir inversé que se situent les problèmes. A l'entrée, pas de problème, le CIMMYT met à disposition de chaque centre national les meilleures variétés de semences et forme le personnel scientifique national dans la mesure du nécessaire. Bien que les centres nationaux soient de valeur inégale, c'est au stade de la production et de la diffusion auprès des agriculteurs que les différences s'accroissent abruptement. A ce stade, qui est déterminant pour le succès du programme, on peut noter que les résultats obtenus en Amérique Centrale sont bien supérieurs à ceux des Caraïbes.

D'une façon générale, l'équipe CIMMYT a pu constater que la possibilité de faire parvenir les semences de maïs améliorées aux agriculteurs, grands et petits, dépend largement de facteurs socio-politiques. Il est significatif de noter qu'à ce niveau, les plus grands succès ont été obtenus au Honduras, au Panama et au Costa Rica (dans l'ordre), les Caraïbes et surtout le Salvador se distinguant par les faibles résultats obtenus.

Dans ce dernier pays, la production de semences est assurée par le secteur privé, 6 à 7 producteurs se disputant le marché. Dans cette lutte, la qualité passe au second plan. A cela s'ajoute l'action de groupes d'intérêts qui restreignent l'accès des petits agriculteurs aux semences améliorées. Les rapports internes rédigés à ce sujet par l'équipe du CIMMYT sont significatifs, mais ils ne nous ont pas été transmis. J'ai demandé au Dr Finlay de nous les remettre systématiquement.

En ce qui concerne les Caraïbes, j'ai pu comprendre à demi-mots que Cuba bénéficie de toutes façons du programme, les semences améliorées lui parvenant par des voies indirectes.

Enfin, j'ai saisi l'occasion de ma conversation avec le Dr Finlay pour l'informer des difficultés rencontrées dans la mise en place de notre coopération avec l'INIAP pour le projet Maïs-Opaque 2-

4. Documents complémentaires

Voir au dossier t.311 Zentralamerika la documentation reçue sur place.

5. Personnes rencontrées

Dr Villena et Dr Roberto F. Soza, du CIMMYT	2.9.77
Directeurs de centres nationaux (selon liste versée au dossier)	2.9.77
Dr Finlay (conversation téléphonique)	2.9.77

t.120.6-50 - NY/sm
t.311 Mexico
t.816-4

Mexico City, le 30 septembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1.9-7.10.77
Extrait no. 2

Mexique : Education technique dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage

1. Résumé

D'ici à la fin de l'année en cours, nous allons commencer à recevoir non seulement les manuels imprimés dans le projet, mais également des diapositives qui pourront être utilisées dans nos projets. Il conviendrait de prolonger la coopération tripartite en cours pour l'étendre à un programme de diffusion en Amérique Latine.

2. Mesures à prendre

- organiser la distribution du matériel dans nos projets
- sonder l'intérêt des Pays Bas pour un plan de diffusion en Amérique Latine
- prévoir une participation de notre Ambassade à la cérémonie de remise du projet.

3. Commentaires

Au cours d'une première réunion tenue le 5 septembre à Mexico City, j'ai informé le chef du projet Mex-15 (SWI), M. Johan Berlijn, de notre décision de contribuer pour US.\$ 100'000.- supplémentaires, afin de permettre de mener à chef les activités du projet. En l'absence du Dr Rolando de Lassé, directeur général de la DGETA (Direction générale d'éducation technologique agricole), j'ai fait part à M. Berlijn de nos soucis concernant l'obtention des 50 exemplaires de chaque manuel imprimé par la DGETA, et de notre désir de nous procurer ultérieurement des copies supplémentaires en fonction de nos besoins. J'ai demandé un rapport écrit à M. Berlijn, ainsi qu'une lettre de confirmation de la part de la DGETA. Ces deux documents ont été remis les 6 et 21 septembre à notre Ambassade à Mexico City, et transmis à la Centrale. Ils nous donnent les assurances demandées, mais comme aucune date n'était fixée pour la livraison du matériel imprimé, je suis allé demander des précisions à ce sujet à MM. de Lassé et Berlijn le 30 septembre.

En fait, la DGETA a un problème général d'impression. Elle dispose d'une imprimerie à capacité limitée, dans laquelle ont été imprimés les exemplaires d'essai dont nous disposons. Il serait possible de tirer tous les exemplaires qui nous reviennent, mais j'estime préférable d'attendre que fonctionne la grande imprimerie de la DGETA qui est en cours d'installation à Chalco, en bordure de Mexico City. Cette imprimerie à grande capacité, d'un coût de US.\$ 3.0 mio, permettra de tirer 20'000 copies de chaque manuel, afin de satisfaire les besoins des 841 écoles de la DGETA, dans lesquelles

17'000 maîtres enseignent à 150'000 élèves. Les premiers exemplaires seront tirés en janvier 1978, soit 5 mois avant la fin du projet.

Il faut souligner que l'implantation de cette imprimerie s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme visant à accroître rapidement la valeur de l'enseignement dans les écoles rurales, de façon à freiner l'exode vers les grandes villes, particulièrement vers la capitale. D'après les tendances actuelles, Mexico City sera de loin la ville la plus peuplée du monde vers la fin de ce siècle. Il s'agit donc de modérer l'enseignement rural de façon à ce qu'il devienne un facteur d'intégration au milieu rural des éléments les plus doués, pour qu'ils en assurent le développement. Au nombre des prochaines initiatives de la DGETA figurent notamment l'élaboration de matériel didactique sur le secteur de la forêt, ainsi que la création d'un "Instituto de pedagogia agropecuaria". A mon sens, un effort qu'il vaudra la peine de suivre de près.

Pour en revenir à l'impression du matériel didactique, M. de Lassé m'a affirmé d'une façon catégorique que celle-ci était prioritaire pour la DGETA, et qu'il prendrait toutes les mesures à cet effet. Ultérieurement, M. Berlijn m'a confirmé que, dans le cas où la DGETA manquerait à ses obligations, il se faisait fort d'obtenir les facilités nécessaires aux Pays Bas. A voir le nombre étonnant d'experts associés mis à disposition par son gouvernement (M. Berlijn est Néerlandais), on n'en peut douter.

En attendant le début de l'impression des manuels, on a déjà commencé à tirer 1600 diapositives de chaque manuel, pour distribution dans les 841 écoles et pour la constitution d'un stock de réserve. J'ai obtenu la promesse de la DGETA et de M. Berlijn que 10 jeux complets de diapositives nous seront remis par l'intermédiaire de la FAO, en plus des 50 exemplaires imprimés. Je pense qu'ils trouveront largement leur emploi dans nos projets d'Amérique Latine.

Ainsi, d'une façon pragmatique, la Suisse, les Pays Bas et le Mexique auront mené à chef la première phase de ce projet. Pourquoi la première phase ? Parce qu'à mon sens, elle devrait être suivie d'une deuxième, celle d'une diffusion systématique dans toute l'Amérique Latine, au-delà de nos projets de coopération technique. Dès que le matériel promis commencera à nous parvenir, il s'agira d'amorcer le dialogue avec nos deux partenaires au sujet de cette nouvelle phase, afin de l'entreprendre de façon bien coordonnée. D'ores et déjà, j'ai acquis la certitude au cours de cette mission que ce matériel répond à un grand besoin dans toute l'Amérique Latine. Par exemple, j'en ai parlé à M. Alain Dubly qui m'a immédiatement demandé de lui fournir tous les manuels disponibles, pour son travail en Equateur au sein de CESA...

Pour clore, signalons qu'une cérémonie de remise du projet est prévue pour le 31 mai 1978, à laquelle participeront M. Saouma, directeur général de la FAO, des représentants du Gouvernement mexicain, et s'ils l'estiment opportun, des représentants des pays donateurs. Pour la partie suisse, nul doute que la participation de notre Ambassade serait opportune. Elle le serait encore plus si un dialogue

- 3 -

tripartite (voire quadripartite) peut s'amorcer dans les premiers mois de 1978, car la cérémonie pourrait alors permettre de souligner la volonté des 3 parties de poursuivre ensemble l'oeuvre entreprise.

4. Personnes rencontrées

MM. Gaechter et Mermod, de notre Ambassade à Mexico City
Dr Rolando de Lassé, directeur général de la DGETA
M. Johan D. Berlijn, chef du projet TF MEX/15 (SWI)

5. Documentation complémentaire

au dossier : lettre de J.D. Berlijn, du 21.9.1977
lettre de R. de Lassé, du 6.9.1977

Comme il n'était guère facile de comparer le degré de priorité de projets portant sur des domaines aussi hétérogènes, la répartition en deux groupes de priorités s'est faite en fonction du degré d'urgence selon le MRN. Le temps requis pour s'assurer une coopération extérieure - compte tenu des alternatives possibles - est donc considéré comme le facteur critique.

Ci-après, quelques brefs commentaires sur ces 6 idées de projets :

Projet A : Réduction des pertes après récolte

Idée de projet mentionnée dans le PIA, points 4.23 à 4.27, pages 29 et 30. Coût extérieur US.\$ 300'000.- pour 3 ans.

J'ai réuni la documentation suivante :

1. Avant projet GIDA/ALC-MRN, du 28.2.1977

On peut y relever que la base du projet est la formation des producteurs sur les techniques de conservation des récoltes, non pas en recourant à une technologie intensive en capital, mais plutôt en mettant l'accent sur la vulgarisation. Le but du projet est de réduire les pertes à deux stades de stockage : celui des producteurs (notamment pour le maïs) et celui des intermédiaires. Il ne s'agit pas d'éliminer des intermédiaires ou de modifier les réseaux de commercialisation.

2. Projet de système GIDA/ALC, Washington DC, juin 1977

Ce document élabore de façon plus détaillée le document 1. A noter à la page 31 l'accent mis au point 6.06 sur l'urgence d'un appui international. On s'est abstenu d'élaborer un nouveau budget.

3. Observations, analyses et suggestions, E. de las Casas, mars 1977.

Ce texte est sans doute le meilleur que m'a remis le MRN. Il constitue presque un plan d'opérations. A noter spécialement les suggestions de la page 5. Le MRN considère que De las Casas, qui réside actuellement au Minnesota, est un expert de grande valeur et souhaite bénéficier de ses services.

4. LIFE project proposal to AID, April 12, 1977

Document remis par AID, utile pour comparaison.

Des 6 idées de projets retenues, la réduction des pertes après récolte revêt le plus haut degré de priorité pour le MRN. Les premières expériences dans des fermes sont programmées pour septembre 1978. Comme un financement au niveau régional centro-américain ne sera pas disponible, le MRN souhaite de façon pressante notre coopération à ce projet. La prochaine réunion au niveau régional ayant lieu le 27 novembre, le MRN apprécierait d'être informé de notre décision préliminaire d'ici au 20 novembre. Comme le Ministre Leonardo Callejas se rendra à Rome à mi-novembre pour la réunion FIDA/FAO, nous pourrions éventuellement saisir l'occasion de l'inviter à Berne pour lui communiquer notre point de vue sur les 6 idées de projets en général et celle-ci en particulier.

Projet B. Production animale

Promotion du petit élevage parmi les petits agriculteurs, points 4.13 à 4.19, pages 26 et 27 du PIA. Coût extérieur US.\$ 400'000.- pour 4 ans.

Les spécialistes du MRN pensent comme nous que le financement prévu est trop faible. Une demande sera élaborée par le MRN d'ici au 15 octobre et transmise à notre Ambassade à Guatemala City avec toute la documentation nécessaire. Le MRN envisage éventuellement de réaliser ce projet dans la même région que le projet "pommes de terre" (projet F).

Projet C. Elaboration de dérivés du lait

Voir extrait no. 4 du présent rapport de mission.

Projet D. Mécanisation agricole

Voir extrait no. 5 du présent rapport de mission.

Projet E. Conservation des ressources naturelles

Le MRN estime que plusieurs régions du pays se détériorent rapidement du point de vue écologique. Le MRN souhaite notre appui pour définir une politique de conservation des ressources naturelles au Honduras, ainsi que pour la réalisation d'un projet spécifique. Un premier document de base m'a été remis :

"La perdida de los recursos naturales", MRN, 5.5.1977.

Une demande sera élaborée par le MRN d'ici au 15 octobre et transmise à notre Ambassade à Guatemala City.

Projet F. Culture de la pomme de terre

Lorsque j'ai informé le MRN de notre intérêt pour le projet de production maraîchère mentionné aux pages 28 et 29 du PIA, le Ministre m'a indiqué qu'un projet pilote était déjà en cours d'exécution à Comayagua, bénéficiant de l'appui de la Grande Bretagne et d'AID. Il préférerait que nous coopérions à un projet plus spécifique, ne concernant que la pomme de terre. Selon le MRN, la culture de la pomme de terre offre un grand potentiel au Honduras.

Les document suivants m'ont été remis :

1. Cultivo de la papa en Honduras, MRN, janvier 1977
2. Demande d'assistance technique à la mission suisse, 20.9.77

En résumé, j'estime que notre coopération avec le MRN s'amorce d'une façon prometteuse. Le Ministre est un homme jeune (il n'a pas l'air d'avoir plus de 35 ans), dynamique, et qui connaît bien ses dossiers. Dès que nous disposerons de la documentation complémentaire qui m'a été promise, il sera possible de tenter un premier chiffrage des projets

envisagés. De toutes façons, nous disposons d'un bon choix, comprenant à la fois des projets centraux (de structure, ou de politique) tels que les projets D et E, des projets proches du terrain et liés directement à la production (projets B, C et F), et même un projet composite, comme le projet A. Ce dernier me paraît devoir être analysé en priorité, vu l'urgence qu'il revêt pour le MRN.

4. Personnes rencontrées

Lic. Rafael Leonardo Callejas, Ministre des Ressources Naturelles

Guillermo Enrique Sevilla, sous-secrétaire MRN

Ing. Arturo Galo Galo*, directeur gén. des opérations agricoles, MRN

René Ortiz Lozono, Unité assistance technique et financière MRN

Ing. Carlos Costes, Chef département élevage MRN

Carlos Andrés Zelaya Elvir **, directeur planification sectorielle MRN

Paul Hartenberger, AID

Fernando Canchón, assistant programme officer, PNUD.

* suit le dossier du projet F

** suit le dossier du projet A

t.120.6-50 - NY/sm
 t.311 Honduras 5
 t.441.1 Dubly A.

Tegucigalpa, le 18.9.1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1.9 - 7.10.1977
 Extrait no. 4

Honduras : Elaboration de dérivés du lait / PICDL Honduras

1. Résumé

Au terme d'une première semaine de mission, les conditions rencontrées dans le département d'Ocotepeque semblent fort différentes de celles du Pérou. Notre prochaine participation au PICDL Honduras a été fort bien accueillie par le MRN.

2. Mesures à prendre

- analyser le rapport Dubly, qui nous parviendra au début d'octobre
- informer le MRN de notre position
- remettre une copie du rapport Dubly à la FAO.

3. Commentaires

Le dimanche 11 septembre, je suis allé accueillir M. Dubly à l'aéroport avec M. Schlaepfer. Nous avons ainsi pu nous entretenir des objectifs de la mission et organiser une entrevue tôt le lundi matin entre M. Dubly et M. Canchón, assistant program officer couvrant les projets FAO au bureau du PNUD à Tegucigalpa. Je me suis ensuite rendu au Ministère des Ressources Naturelles (MRN) avec M. Dubly. Nous avons été reçus par le Ministre lui-même, ce qui démontre l'intérêt porté par le MRN à ce projet. Les objectifs de la mission ayant été fixés et celle-ci étant promptement organisée, M. Dubly s'est rendu dans la région du projet avec l'Ingénieur Carlos Cortés, l'un des deux homologues désignés.

J'ai consacré trois jours, du jeudi 15 au samedi 17, à un bref voyage d'observation dans le département d'Ocotepeque. J'ai rejoint* du département, qui se trouve à 8 heures de voiture de Tegucigalpa. Il nous a fallu encore une bonne heure pour nous rendre à San Francisco del Valle et San Marcos, les deux localités prospectées le vendredi 16.

La première impression que nous avons échangée avec M. Dubly est que les structures sociales et le type d'élevage sont fort différents des conditions péruviennes dans les zones visitées cette première semaine. Relevons notamment de fortes différences dans la grandeur des exploitations, la combinaison de la production lait/viande, et l'effet perturbateur de la guerre entre le Honduras et le Salvador au niveau des débouchés. Sans présumer des constatations qui seront faites dans la deuxième semaine - la troisième étant consacrée à la rédaction du rapport conjoint - ,

* la mission à Nueva Ocotepeque, capitale

J'ai invité M. Dubly à nous suggérer d'autres formes d'intervention, voire même des interventions dans un secteur différent de celui du lait, si le besoin s'en fait sentir au niveau du petit paysannat.

J'ai saisi l'occasion de notre réunion du 12 septembre pour informer le Ministre des Ressources Naturelles de notre intention de participer à la mission PICDL/FAO (Programme international de coordination du développement laitier) qui sera envoyée au Honduras au début de 1978. Le fait que nous envisagions de reprendre à notre compte l'exécution (sous forme bilatérale) de projets identifiés par la mission a évidemment été fort bien accueilli. J'ai annoncé qu'une copie du rapport de mission Dubly/MRN serait remise par nos soins à la FAO, ce à quoi le Ministre n'a fait aucune objection.

4. Personnes rencontrées

Lic. Rafael Leonardo Callejas, Ministre des Ressources Naturelles
Guillermo Enrique Sevilla, sous-secrétaire (vice-ministre)
René Ortiz Lezono, unité d'assistance technique et financière
Ing. Arturo Galo Galo, directeur général des opérations agricoles
Ing. Carlos Cortès, chef du département de l'élevage
Ing. Mario Portillo, chef de zone du MRN à Santa Rosa

t.120.6-50 - NY/sm
 t.311 Honduras
 t.311 Honduras 3
 t.816-12 (4)

La Havane, le 3 octobre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1.9.-7.10.1977
 Extrait no. 5

Honduras : Mécanisation agricole

1. Résumé

Une coopération avec le Honduras dans le domaine de la mécanisation agricole répond à un besoin prioritaire de ce pays. Il y aura lieu de combiner deux volets de coopération, l'un avec le Ministère des Ressources Naturelles, l'autre avec l'Institut National de Formation Professionnelle.

2. Mesures à prendre

- définir notre plan d'action
- prendre contact avec l'expert FAO Navarro en vue de son recrutement
- organiser une mission exploratoire/préparatoire pour avril-mai 1978

3. Commentaires

De prime abord, nos possibilités de coopération avec le Honduras dans le domaine de la mécanisation agricole se présentent d'une façon assez complexe :

- d'une part, nous finançons depuis fin 1975 un projet d'aide associée OIT/INFOP en matière de formation professionnelle rurale au Honduras, qui inclut les services d'un expert en mécanisation agricole
- d'autre part Helvetas a transmis à notre Service une demande de coopération de l'INFOP (Institut National de Formation Professionnelle) en matière de mécanisation agricole, de techniques du froid et de radio/télévision
- enfin, le "country programme" du Honduras (à la page 10) et le Plan d'investissement alimentaire Honduras (page 5 point 2.3) laissent entendre que le Ministère des Ressources Naturelles (MRN) éprouve un besoin pressant d'assistance extérieure en matière de mécanisation agricole.

Il convient donc de faire l'inventaire des besoins et des moyens disponibles, en vue d'aboutir à un possible plan d'action, ou pour le moins à une approche tant soit peu planifiée.

3.1 Les besoins

Les besoins du Honduras en matière de mécanisation agricole se situent à plusieurs niveaux, avec une intensité variable. Ces

niveaux sont les suivants :

- A. Politique de mécanisation agricole
 - B. Décisions des agents économiques dans le processus de mécanisation
 - C. Utilisation de la machinerie agricole
 - D. Entretien de la machinerie agricole
 - E. Réparation de la machinerie agricole
- A. Le processus de mécanisation agricole se développe d'une façon anarchique au Honduras. La vive concurrence que se livrent les firmes importatrices de machinerie aboutit à une prolifération excessive des modèles, d'où l'accumulation d'un parc hétéroclite, avec tous les inconvénients qui en découlent au niveau du service après vente et des pièces de rechange. Les effets négatifs de cette situation sont multiples :
- suréquipement des producteurs, entraînant leur banqueroute ultérieure
 - pertes de devises étrangères
 - diminution de la demande de main d'oeuvre agricole, etc.
- B. Faute d'une politique cohérente élaborée par le MRN, les décisions des agents économiques sont largement déterminées par les intérêts à court terme des importateurs/distributeurs de machinerie agricole.
- C. Comme le personnel utilisateur de la machinerie agricole ne dispose pas de la formation de base nécessaire, ce matériel n'accroît pas la productivité dans la mesure escomptée, et s'use prématurément.
- D. Même remarque que pour (C). Avec un entretien correct, les 3/4 des réparations pourraient être évitées.
- E. Comme aucun programme de formation d'apprentis mécaniciens agricoles n'existe encore au Honduras, les agents importateurs sont dotés d'un personnel trop peu nombreux et peu compétent. Il en va de même du MRN, qui dispose d'un important parc de machines agricoles. De ce fait, le rendement et la durée de vie de la machinerie agricole sont des plus bas au Honduras.

3.2 Les moyens

Les moyens permettant de répondre aux besoins décrits ci-dessus sont actuellement les suivants :

- A. En matière de politique agricole, le MRN a sollicité un appui PNUD/FAO, ainsi qu'il apparaît dans le "country programme". Faute de fonds suffisants, cette coopération n'a pu être financée. Cependant l'expert FAO N.O. Navarro a étudié pendant 5 mois (août-décembre 1976) pour le MRN l'usage de la machinerie agricole et son effet sur les déplacements de main d'oeuvre (Voir documents sous dossier t.441 N.O. Navarro).

- 3 -

- B. Dans le cadre d'un projet FAO de développement agricole intégral à Choluteca, puis dans celui du groupe de planification PROTECPA (projet de technologie pour petits agriculteurs), N.O. Navarro a déployé une activité valable en matière d'appui aux petits agriculteurs, dont les effets restent néanmoins encore limités.
- C./D. Par le moyen d'unités mobiles pluridisciplinaires rattachées à des centres satellites régionaux (actuellement au nombre de 5, passant à 6 en 1978), l'INFOP tente de perfectionner la formation des utilisateurs de machinerie agricole (utilisation + entretien). Il ne dispose pour cela que de 7 instructeurs en mécanisation agricole qui sont "conseillés" par M. André Perez, "expert" de l'OIT mis à disposition de l'INFOP dans le cadre du projet d'aide associée financé par notre Service. En fait, l'incompétence et le désintérêt de M. Perez sont tels que son contrat va s'achever prématurément, sur demande de l'INFOP. Voir à ce sujet l'extrait no. 6 du rapport de mission.
- E. Néant, alors que sur la base du parc actuel de machinerie agricole, le besoin est de 80 à 100 mécaniciens agricoles pour tout le pays (première estimation très approximative).

3.3 Plan d'action

Une coopération avec le Honduras dans le domaine de la mécanisation agricole me paraît répondre à un besoin important de ce pays, pour autant que nous l'envisagions d'une manière globale (de la conception d'une politique de mécanisation à sa mise en oeuvre au niveau de la formation d'apprentis mécaniciens agricoles).

Deux grands axes d'intervention sont à prévoir :

une coopération avec le MRN aux niveaux A et B, et une coopération avec l'INFOP aux niveaux C, D et E, sur la base de besoins bien quantifiés (ce qui n'est pas encore le cas). Ces deux coopérations devraient être coordonnées.

Le profil d'une éventuelle coopération avec le MRN existe déjà; il correspond au projet PNUD/FAO qui n'a pu être financé. Nous pourrions le reprendre à notre compte et l'exécuter bilatéralement. Pour ce qui est de l'expert, nous avons même un candidat en la personne de l'ingénieur agronome N.O. Navarro, expert FAO. Son contrat, qui est financé par AID, arrivera à échéance le 15 avril 1978.

En ce qui concerne l'INFOP, les besoins devraient encore être précisés par une mission exploratoire ou préparatoire. Diverses formules sont à envisager pour celle-ci. Par exemple :

1. mission de spécialiste(s) en formation professionnelle (p.ex. Swisscontact et/ou Helvetas) qui pourrait étudier le volet "mécanisation agricole" et le volet "techniques du froid" (le volet "radio-télévision" n'entre pas dans nos priorités);

2. mission de spécialistes en mécanisation agricole (Dr Faessler, N.O. Navarro, év. J. Videtic). Cette mission pourrait éventuellement être combinée avec la mission Faessler au Costa Rica, qui est à prévoir pour avril-mai 1978 (voir extrait de rapport no. 9).
3. mission mixte (1 + 2), comprenant éventuellement un généraliste.

Quant aux moyens pour l'exécution du volet INFOP, il faudra prévoir une régie Swisscontact ou Helvetas, voire SCID (Swisscontact + Helvetas). Il y aura lieu de tenir compte de la pleine coopération qui m'a été offerte par la Direction de l'INA. Celle-ci pourrait s'intégrer dans le cadre du projet CINTERFOR (Promotion de la coopération technique entre pays de la région). Une description de ce projet m'a été remise par M. Jimenez Veiga.

4. Personnes rencontrées

Lic. Rafael Leonardo Callejas, Ministre des Ressources Naturelles
 Ing. Manuel Acosta Medina, directeur exécutif de l'INFOP
 Ing. Néstor O. Navarro L., ingénieur agronome AID/FAO
 Fernando Canchón, assistant PNUD programme-officer
 Danilo Jiménez Veiga, président exécutif de l'INA
 Ing. Alfonso Wilches M., directeur OIT pour l'Amérique Centrale

5. Documentation complémentaire

Dossier Néstor O. Navarro L., ingénieur agronome (t.441)
 Proyecto CINTERFOR, "Fomento de la Cooperación Técnica entre Países de la Región"
 Información para el servicio de cooperación técnica del Gobierno Suizo (INFOP, 19.9.77)

t.120.6-50
t.311 Honduras 3^{me} NY/Zh

3003 Berne, le 25 novembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1er septembre
au 7 octobre 1977

Extrait No 6

Honduras: Formation professionnelle rurale (aide associée OIT)

1. Résumé

L'exécution du projet est en retard de près d'une année par rapport aux prévisions. Elle n'a pas été suivie d'assez près par le BIT, qui va prendre toutes mesures pour redresser une situation fort peu satisfaisante. Les maux étant connus et les remèdes disponibles, nous nous devons de maintenir notre appui à ce projet prioritaire pour le Honduras.

2. Mesures à prendre

Suite à la demande du BIT du 27 novembre 1977 portant sur la prolongation et l'extension du projet jusqu'à fin 1979:

- prolonger l'accord de projet DDA-BIT jusqu'à fin juillet 1978, afin d'utiliser les Fr 390'000.-- de crédit encore disponibles
- prévoir un nouveau crédit d'environ Fr 400'000.-- pour la période août 1978 - décembre 1979
- une fois ce crédit disponible, amender à nouveau l'accord DDA-BIT et substituer un plan d'opération révisé à l'ancien

3. Commentaires

Depuis la signature de l'accord de projet avec le BIT, le 19 novembre 1975, nous n'avons pratiquement reçu aucune information sur le déroulement du projet. Tout ce que nous avons appris, c'est que le chef de projet - notre compatriote M. Schaerer - était décédé peu de temps après son arrivée au Honduras, et que l'exécution du plan d'opération avait pris 6 à 8 mois de retard.

Au cours de ma mission au Honduras, j'ai pu réunir des informations abondantes - sous forme verbale et écrite - sur la situation réelle du projet et sur ses perspectives. Ces informations ont été complétées au Costa Rica et ensuite à Genève, au BIT. Comme je préparerai prochainement une proposition de crédit couvrant la poursuite du projet jusqu'à fin 1979, je me bornerai à présenter ici l'essentiel de mes constatations et recommandations.

- 2 -

3.1 Situation du projet

Après la mort de M. Schaerer, les deux autres experts ont trop été laissés à eux-mêmes par le BIT. C'est ainsi que l'expert en détermination des besoins, M. Gonzales, a manifesté une tendance croissante à se perdre dans les statistiques macro-économiques, sans arriver à conclure au niveau des besoins réels de main d'oeuvre. Quant à l'expert en mécanisation agricole, il s'intéressait par trop aux grosses exploitations agricoles, négligeant l'appui aux petits agriculteurs, et ses dons pédagogiques n'apparaissaient pas évidents à ses homologues honduriens.

Le projet "flottant" de plus en plus, la Direction de l'INFOP a fait comprendre au BIT son insatisfaction de la façon dont il était exécuté, ce qui a amené le BIT à prendre les mesures suivantes:

- a) supervision du projet par M. Fabio Lendoire, chef du projet OIT/INFOP/BIRF, qui est devenu le coordonnateur des deux projets au début de 1977
- b) contrôle renforcé du projet par le bureau régional de l'OIT à San José (Costa Rica), responsable de l'Amérique Centrale
- c) étude de la situation du projet par M. Gérard Lescanne, un des experts en formation professionnelle les plus qualifiés dont dispose l'OIT en Amérique Latine (juin 1977)
- d) évaluation de l'INFOP et de ses programmes par une mission conjointe PNUD/OIT, en juillet/août 1977

Par la suite, l'OIT a pris les décisions suivantes, d'entente avec l'INFOP:

- e) le contrat de M. Gonzales n'a pas été renouvelé à son échéance, fixée au 30 septembre 1977
- f) des problèmes de comportement personnel venant s'ajouter à ses déficiences au niveau professionnel, l'expert André Perez a été rappelé à Genève avant le terme de son contrat, en octobre 1977, pour y rédiger son rapport final sous le contrôle du BIT.

3.2 Avenir du projet

Le retard dans l'exécution du plan d'opération, qui était de 6 à 8 mois en août 1977, va s'accroître, car ce projet est actuellement "vide", c'est-à-dire sans experts du BIT. Le BIT a joué de malchance dans le choix de ses experts, mais il est aussi pour une bonne part responsable de la situation actuelle, n'ayant pas suivi d'assez près l'exécution du projet et n'ayant pas jugé utile de nous informer sur les problèmes qui survenaient.

- 3 -

Devons-nous continuer à soutenir ce projet dans ces circonstances?
Je le pense, pour les raisons suivantes:

- le BIT s'est rendu compte de ses erreurs, les a franchement reconnues, et a pris les mesures correctives exigées par la situation
- avec M. Wilches à San José, M. Lendoire à Tegucigalpa et M. Lescanne comme spécialiste itinérant, le projet sera solidement encadré
- le BIT a un plan bien défini pour sortir le projet de l'impasse actuelle. Le plan d'opération a été remanié par MM. Lendoire et Wilches, et un nouveau chef de projet a été engagé: M. Gomez Cano. Selon le BIT il s'agit d'un expert de premier plan.
- notre inspection du projet a mis à jour une situation que le BIT tentait sans doute de nous cacher par une politique de non-information. La leçon donnée a été salutaire et l'on peut être certain que le BIT va non seulement suivre de près ce projet, il va aussi prendre soin de nous tenir bien informés
- le projet répond à un besoin prioritaire du Honduras, que seul l'INFOP est à même de satisfaire
- les récents changements de personnel dirigeant à l'INFOP ont renforcée la cohésion et le dynamisme de cette institution.

Je ne vois donc pas d'alternative au maintien de notre confiance et de notre appui au BIT pour la poursuite de ce projet, qui constitue un élément important de notre programme de développement rural au Honduras. Il s'agira de prendre à cet effet les mesures indiquées ci-dessus au point 2.

4. Personnes rencontrées

INFOP:	Ing. Manuel Acosta Medina,	Directeur exécutif
OIT Tegucigalpa:	M. Fabio Angel Lendoire,	Coordinateur
OIT San José:	Ing. Alfonso Wilches M.,	Directeur pour Amérique Centrale
	M. Orphal Hembrechts,	Programmeur
	M. Luis Pisani, expert OIT	(évaluateur de l'INFOP)
BIT Genève:	M. André Aboughanem,	chef de FORM
	M. Zmirou,	CO/MBI
	M. José C. Zarraga, rural &	forestry training section

5. Documentation complémentaire

5.1 Documents joints à l'original du présent rapport:

- procès verbal de la réunion OIT-INFOP du 23 juin 1977
- rapports Lescanne des 21 et 28 juillet 1977 sur les activités de MM. Perez et Gonzales
- rapport de mission Lescanne du 28 juillet 1977
- procès verbal du 22 septembre 1977 rédigé par M. Wilches à la suite de nos entretiens
- téléx de OIT San José au BIT Genève (22 septembre 1977) concernant l'expert Perez

5.2 Documents reçus ultérieurement (figurent au dossier)

- Rapport d'évaluation conjoint PNUD/OIT sur l'INFOP (lettre du 26 septembre 1977)
- Informations complémentaires (lettre du 28 octobre 1977)
- Demande du BIT du 27 novembre 1977 (prolongation du projet)

t.120.6-50 - NY/sm
t.311 Honduras

San Salvador, le 28.9.1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1.9-7.10.1977
Extrait no. 7

Honduras : Appui à l'Ecole régionale de sciences forestières
de Siguatepeque

1. Résumé

La vocation régionale d'ESNACIFOR vient d'être reconnue par les 7 pays concernés. L'école forme du personnel forestier de niveau moyen. Le chef de projet FAO nous demande de mettre à disposition un expert-associé spécialiste en transports forestiers par câble. Moyens : 30 mois/expert, plus matériel de démonstration, soit environ \$ 145'000.-

2. Mesures à prendre

- examiner la description de projet qui nous parviendra à fin octobre
- informer le bureau du PNUD à Tegucigalpa de notre décision de principe

3. Commentaires

Par l'entremise de notre stagiaire au PNUD à Tegucigalpa, j'ai rencontré le Dr Fernando Hartwig (Chilien), chef de projet FAO à l'Ecole régionale de sciences forestières de Siguatepeque (ESNACIFOR). Dans cette école, située à deux heures de voiture au nord de Tegucigalpa, sont formés des ingénieurs des eaux et forêts - niveau technicien - . La durée de la formation est de 3 ans. L'école possède 4000 ha de forêt conifère, plus 1500 ha de forêt tropicale.

Le projet que dirige M. Hartwig (contribution PNUD : \$ 126'600.- pour la phase préparatoire) a pour but de restructurer l'ESNACIFOR afin que son rayonnement s'étende à toute l'Amérique Centrale, à Panama et à la République Dominicaine. La vocation régionale d'ESNACIFOR a été reconnue par tous les pays concernés et M. Hartwig met actuellement au point le document de projet, qui sera prêt vers fin octobre. Nous en recevrons un exemplaire par l'intermédiaire du PNUD à Tegucigalpa. Voici déjà à titre indicatif les informations qui m'ont été données par M. Hartwig :

- l'école accueillera 5 élèves par pays de la région, plus 140 Honduriens; il s'agira notamment de satisfaire le grand manque de personnel qualifié qui affecte COMDEFOR; cette corporation semi-étatique hondurienne doit actuellement engager au prix fort du personnel étranger
- la Banque Mondiale financera les maisons pour les professeurs et les élèves, les salles de classe, les ateliers, etc., en bref les constructions

- 2 -

- ce que M. Hartwig met au point devait être à l'origine un projet PNUD/FAO, mais vu les restrictions financières qui affectent le PNUD, il faudra compter dans une forte proportion sur des contributions financières bilatérales, sous la forme d'aide associée avec la FAO (trust funds)
- les experts suivants sont prévus pour la phase de 3 ans qui débutera le 15.1.1978 :
 - A. chef de projet (sylviculteur avec expérience de la gestion des forêts tropicales); succédera à M. Hartwig, qui quittera le projet le 5.2.78
 - B. expert en "watershed management" (Wildbachverbauung)
 - C. expert en transports et construction de chemins
 - D. expert en anatomie et identification du bois
 - E. expert en mécanique et entretien des forêts
 - F. expert en processus de fabrication mécanique du bois
 - G. expert en ergologie (études temps-mouvement, gestion du personnel, etc.)
 - H. expert en classification des bois et commercialisation.
- ces différents experts semblent pouvoir être financés par la CIDA, en grande partie, et par le PNUD, dans une mesure plus modeste. Des bourses sont également prévues, pour un total de 36 mois/boursier et un coût de US.\$ 46'752.-. Leur financement reste encore à trouver mais M. Hartwig n'a pas prévu de le solliciter de notre part, afin d'avoir une meilleure chance que nous acceptions de fournir l'aide associée suivante :
 - un spécialiste en transports de bois par câble, 30 mois \$ 64'800.-
 - matériel de démonstration (câbles, etc.), pour environ \$ 80'000.-

Ce spécialiste travaillerait en étroite collaboration avec l'expert (C) et aurait un homologue. Il aurait pour tâche d'installer le matériel de démonstration, de l'entretenir, et d'introduire son usage au Honduras et dans les pays couverts par le projet.

Il devrait s'agir d'un jeune ingénieur forestier de moins de 35 ans ou d'un "Revierförster" avec beaucoup d'expérience. Il n'est pas indispensable qu'il parle couramment l'espagnol à son arrivée, qui serait souhaitée pour juillet 1978. L'expert disposera d'un logement gratuit. Aucune préférence quant à son statut matrimonial.

Du point de vue économique, le système de transports par câble se justifie dans des régions accidentées telles que la Suisse, l'Autriche et une grande partie de l'Amérique Centrale, là où l'extraction du bois est sporadique. Dans ce cas, la construction de chemins est anti-économique. J'estime donc, en accord avec notre Ambassade à Guatemala City, que notre coopération à ce projet régional serait amplement justifiée.

- 3 -

4. Personnes rencontrées

Dr Fernando Hartwig, Senior FAO Adviser, ESNACIFOR, Siguatepeque
Fernando Canchón, assistant programme officer, PNUD.

5. Documentation complémentaire

Demande d'assistance technique suisse, du 15.9.77

Demande d'assistance préparatoire, du 18.7.75

Recomendaciones de los delegados al seminario regional (1977).

Ces 3 documents figurent sous dossier t.311 Honduras.

t.120.6-50

t.311 Honduras 4

t.311 Guatemala 4 - NY/Zh

t.441.1 Schlaepfer A.

3003 Berne, le 31 octobre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine,
1/9 - 7/10/1977

Extrait No 8

Honduras:

Programme de puits

A. Résumé

Notre couverture opérationnelle, administrative et scientifique du projet est en train de se renforcer. Pour l'essentiel, la procédure d'achat du matériel est en place. Le Ministère de la Santé Publique ne soutient pas assez son personnel sur le terrain, mais il y a des indices d'amélioration sur ce plan. Une coopération entre CARE, UNICEF, USAID et notre Service est amorcée.

B. Mesures à prendre

- régler formellement avec le PNUD la question de l'appui de M. Adrian Schlaepfer à notre programme de puits
- organiser l'envoi d'un boursier EPFL dans la région du projet
- poursuivre nos efforts en vue d'obtenir les pompes Dempster par la voie la meilleure marché et la plus fiable
- organiser la mission d'appui et de contrôle EPFL/ERIS prévue pour mars/avril 1978.

C. Commentaires

1. Sigle du programme

Nous abrègerons désormais "Programme de puits suisse-hondurien" par "POSUIZOS" d'entente avec le Ministère de la Santé Publique ("MSP").

2. Personnel hondurien

D'ici quelques mois, le Directeur général des services d'assainissement, le Dr J.B. RIVERA NUNEZ, sera promu à d'autres fonctions. Son successeur sera l'Ing. GIRON.

A Choluteca, le Dr L. RIVERA NUNEZ a été promu à d'autres fonctions. Il ne sera pas remplacé et c'est le Dr O. MOLINA qui assume ses responsabilités. Ce dernier ne s'intéresse guère à POSUIZOS et laisse la bride sur le cou à M. E. EVEREST.

M. E. EVEREST restera en poste à Choluteca, mais son équipe de promoteurs sera remplacée par 5 éléments nouveaux (rémunérés par le MSP) au terme d'un cours de formation de 45 jours (dont 15 sur terrain). Soixante promoteurs participent à ce cours, qui a débuté le 20 octobre. Des 60, les 45 meilleurs seront engagés par le MSP dès le 1/1/1978.

Une liste du personnel assigné à POSUIZOS m'a été remise par l'Ing. Girón. Elle figure au dossier (document C.2).

3. Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS)

Le MSP semble désireux de mettre peu à peu l'OPS sur la touche, sans doute parce qu'il a eu vent du prochain départ de l'Ing. CHICO-ROMERO. Ce dernier nous traite de perfectionnistes lorsque nous soulignons les dangers de contamination liés à l'usage de pompes Pitcher. CHICO-ROMERO vient de publier une véritable bible sur les puits à travers les âges, leur construction et leur entretien. Ce "Manuel de pozos razos" (OPS, novembre 1977) est versé au dossier (document C.3). Il servira à la formation des promoteurs du MSP.

CHICO-ROMERO insiste à juste titre pour que la responsabilité des réparations incombe aux communautés, l'équipe d'entretien constituée au niveau central n'intervenant que dans les cas graves.

4. Boursier post-graduate EPFL

La proposition de l'EPFL (JT/mf, du 19/8/1977) concernant l'assignation d'un boursier post-graduate à Choluteca a été très bien accueillie par le MSP à tous les niveaux. Le MSP souhaite que le boursier reste sur place le plus longtemps possible et considère que le parrainage de l'OPS est superflu. Le boursier pourra être parrainé par le MSP, qui se chargera de toutes les formalités.

- 3 -

Selon le MSP, la solution la plus simple serait de faire passer le boursier comme expert, pour des raisons pratiques, en utilisant le cadre de l'accord suisse-hondurien du 5 avril 1977. Le boursier bénéficierait ainsi des avantages et de la protection accordés aux experts étrangers au Honduras.

5. Appui de l'ERIS

L'ERIS est d'accord pour envoyer l'Ing. Velasquez à Choluteca du 17 au 21 octobre. J'ai informé le MSP de cette mission, qui sera bien accueillie. Nous pensons ainsi compter sur l'appui de l'ERIS pour la couverture des aspects hydrogéologiques de POSUIZOS, ce qui justifie la participation de l'IGR à la prochaine mission de contrôle.

6. Appui de M. Adrian Schlaepfer, JPO PNUD Tegucigalpa

Fort d'une autorisation verbale de M. Mattsson, Res. Rep. PNUD à Tegucigalpa, M. Schlaepfer m'a appuyé d'une façon très efficace tout au long de ma mission. Le 19 septembre, la veille de mon départ, j'ai revu M. Mattsson à son retour de Quito et lui ai confirmé par écrit ma première demande verbale. Cette démarche tendait à formaliser l'appui de M. Schlaepfer à POSUIZOS. M. Mattsson m'a réitéré son accord de principe, promettant de le confirmer par télex dès qu'il aurait reçu l'autorisation du PNUD à New York.

Depuis lors, nous avons appris par M. Schlaepfer que M. Mattsson a "oublié" notre demande et préfère accepter tacitement que M. Schlaepfer appuie POSUIZOS. Voir à ce sujet le mémorandum de A. Schlaepfer du 5 octobre. En attendant que le problème soit résolu par une intervention de M. Reverdin auprès du PNUD, nous pouvons continuer de facto et jusqu'à nouvel avis à utiliser les bons offices de M. Schlaepfer, d'entente avec le MSP et notre Ambassade à Guatemala City.

Par conséquent le système de communication entre notre service et le MSP est maintenant le suivant.

- a) les problèmes fondamentaux seront traités par le canal Ambassade de Suisse - Ministère des Relations Extérieures
- b) les problèmes courants (avant tout techniques) seront traités par le canal Schlaepfer, notre Ambassade recevant une copie des communications qui pourraient exiger son intervention ultérieure.

Pour les communications courantes adressées au MSP via M. Schlaepfer, les adresses sont les suivantes (nota: au Honduras, M. Schlaepfer se fait appeler Schlapfer):

- 4 -

par lettre: Sr Adrian R. Schlapfer
 Oficial Asociado de Programación
 c/o PNUD
 Apartado postal 976
 Tegucigalpa, Honduras

par a/c: UNDEVPRO TEGUCIGALPA
 PARA SCHLAPFER POSUIZOS etc.

par télex: 1177 UNDEVPRO HT
 PARA SCHLAPFER POSUIZOS etc.

Quant au MSP, il nous enverra directement ses communications à Berne, M. Schlaepfer en recevant une copie.

7. Matériel

- 7.1 Le matériel nécessaire à la première année d'exécution de POSUIZOS sera acquis par le Service des achats du MSP. Voir à ce sujet ma lettre du 22/9/1977, au dossier. Il en ressort que le coût effectif de ce matériel restera dans la norme de notre budget, qui comprend une réserve de 20 %. En effet notre budget à 100 % pour ce matériel est de US\$ 126'862.--, avec la réserve de 20 % il atteint US\$ 152'241.--, alors que le coût effectif selon liste du MSP sera de US\$ 133'765.--.

De ces US\$ 133'765.--, nous avons déjà approuvé une liste correspondant à un total de US\$ 90'465.--, sur lesquels nous verserons une avance de US\$ 60'000.--. Pour détails, voir mon télex du 24/10/1977 et mes lettres du 26/10, au dossier.

Ces fonds seront placés sur un compte géré par le Dr J.B. Rivera Nunez, un modeste fonds local pour les petits achats étant ouvert à Choluteca. La comptabilité de POSUIZOS et les pièces justificatives nous seront envoyées avec les rapports semestriels du MSP (selon point 2.2 A.f. du Plan d'opération). Le compte de projet pourra être alimenté par virements bancaires.

- 7.2 En ce qui concerne les systèmes de pompes, l'EPFL nous a recommandé à juste titre de choisir le matériel Dempster. Pour leur programme de puits au Honduras, UNICEF et CARE (Cooperative for American Relief Everywhere, Inc.) ont choisi la marque Dempster, qui a fait des preuves. USAID n'exclut pas Dempster mais semble s'enliser dans une longue procédure préliminaire d'évaluation, portant sur toutes les marques nord-américaines, des pompes Battelle, des modèles nicaraguayens, argentins et bien entendu, honduriens. Quant au MSP, il est évidemment soumis à une forte pression d'un fabricant local, SIDERURGICA/SANPAR.

J'estime qu'il y a lieu de procéder comme suit:

- a) Nous efforcer de standardiser les systèmes de pompes installés dans tout le pays, d'un commun accord entre notre Service, le MSP, UNICEF, CARE et AID.

- 5 -

Pour l'instant, nous nous en tiendrons au matériel Dempster, mais si l'évaluation d'AID permet d'identifier une autre marque offrant des avantages décisifs, nous pourrions suivre AID, pour autant que l'EPFL nous confirme les recommandations d'AID et que cette conversion intéresse aussi CARE, UNICEF et le MSP.

- b) Pour l'achat du premier lot annuel de systèmes Dempster, passer par le MSP et Distribuidora Barrett S.A., de San Pedro Sula. Une fois notre première expérience faite, demander des offres à UNICEF et à CARE pour le deuxième lot, afin d'acheter aux conditions les plus avantageuses.

Peut-être serait-il intéressant de contacter maintenant déjà UNICEF et CARE à ce sujet, mais comme nous avons déjà mis en route le canal MSP-Barrett, j'estime que nous retarderions pas trop le démarrage des travaux en explorant cette alternative. Cependant, si MSP-Barrett tardent pas trop à nous soumettre une offre pro-forma, il nous faudra par nécessité nous rabattre immédiatement sur CARE ou UNICEF. Il est intéressant de noter que CARE obtient les prix les plus bas de Dempster, alors que UNICEF et AID sont traités sur le même pied, à un niveau de prix supérieur. Quant au MSP et à nous mêmes, nous sommes en théorie obligés de passer par le distributeur hondurien, Barrett. Nous pourrions donc l'an prochain chercher à acheter via CARE, ou via UNICEF.

- 7.3 En ce qui concerne les délais de livraison, le matériel dont nous avons déjà approuvé l'achat sera à la disposition des promoteurs et des communautés locales suffisamment tôt. Restent les systèmes de pompes, qui exigent des délais plus longs parce qu'ils sont importés. Par exemple, si nous décidons d'acheter les pompes Dempster via UNICEF, il faudra bien compter 6 mois entre notre décision et l'arrivée des pompes dans la zone de POSUIZOS. Selon CARE, il faudrait même compter de 6 à 9 mois, car Dempster ne produit pas pendant toute l'année.

8. Entrepôt pour le matériel

Un petit entrepôt provisoire est à disposition de POSUIZOS à Choluteca. Un entrepôt central de 16 x 8 m sera construit à Choluteca au début de 1978 (coût: US\$ 8'000.--). Trois entrepôts satellites seront en outre à disposition à Perspire, San Lorenzo et Goascoran. Les contrôles d'inventaire indispensables seront organisés.

Le matériel scientifique nécessaire aux missions EPFL/ERIS est entreposé à Choluteca et se trouve en bon état, à part la pompe à moteur qui fonctionne de façon déficiente. A contrôler par la prochaine mission EPFL. Il faudra également penser à remplacer les produits chimiques pour analyses, les piles pour le matériel de sondage, etc.

9. Activités opérationnelles

Quelques notes sur les activités en cours:

- 9.1 La planification des activités de POSUIZOS est en bonne voie, sur la base d'une panoplie impressionnante de formulaires, dont je verse les échantillons suivants au dossier
- activités trimestrielles (doc. C.9.11)
 - plan d'activités par quinzaine (doc. C.9.12)
 - rapport mensuel d'activités (doc. C.9.13)
 - feuilles individuelles de puits (doc. C.9.14)
 - feuilles d'instructions de l'Ing. Girôn (doc. C.9.15)
- 9.2 La programmation des puits à construire par POSUIZOS est en cours. Elle tient compte de l'implantation de la population et des puits déjà existants. Ces derniers sont systématiquement recensés et analysés en vue d'être remis en état si besoin est. Voir exemples de programmation au dossier (doc. C.9.21 et doc. C.9.22). A noter qu'un puits sera implanté dans toutes les écoles rurales.
- 9.3 Selon l'Ing. Girôn, les 30 puits d'essais demandés par l'EPFL ont été construits. Leur liste figure au dossier (doc. C.9.3). J'en ai inspecté un au CREDO de San Lorenzo (voir photos au dossier), qui présente certains défauts techniques (p.ex. pas de cimentage intérieur, d'où risque d'infiltrations) mais démontre un sérieux progrès par rapport aux puits installés précédemment. Voir p. ex. mes photos d'un puits construit en mars 1977, dont la pompe trop petite ne manquera pas de tomber rapidement en panne. Elle sert à 30 familles, alors qu'elle était prévue pour 5. A noter une innovation intéressante dans les puits d'essai: la trappe de visite est en béton, ce qui est beaucoup plus économique qu'une trappe en fer.
- 9.4 Selon M. Everest, l'équipe actuelle de promoteurs de POSUIZOS est trop laissée à elle-même. Elle manque d'appui technique de la part des services de l'Ing. Girôn, qui semblent très portés sur les manuels et les formulaires, mais n'offrent guère de conseils pratiques. Il manque un lien entre les différents niveaux du programme, entre la planification et l'exécution. Voir ci-après l'avis de CARE à ce sujet.
- 9.5 Bien que les lacunes signalées par M. Everest soient réelles, il convient de souligner que POSUIZOS reste incontestablement le programme de puits le mieux suivi du Honduras, tant du point de vue hydrogéologique que sanitaire. Il est le seul à bénéficier d'une zone exclusive et il sera le premier à être pourvu d'une brigade d'entretien des puits (voir cahier des charges de la brigade d'entretien, doc. C.9.5).

10. Expériences d'autres partenaires du MSP

A titre de comparaison et pour suivre l'évolution du programme de puits au niveau national, il est intéressant de connaître les expériences des autres partenaires du MSP, qui sont par ordre historique CARE, UNICEF et AID.

10.1 CARE est le plus ancien partenaire du MSP. Ses activités se déploient au centre du pays, dans deux zones proches de Camayagua et Yoro. Les objectifs du programme CARE sont d'installer 400 puits par année, mais le MSP ne s'avère pas capable de dépasser le rythme de 200 pompes par an. CARE ne cache pas une certaine amertume et envisage de se retirer à fin 1977, considérant que le programme national du MSP souffre d'une "indigestion de pompes non-installées". Selon CARE, le problème réside dans l'insuffisance de la contrepartie, tant au plan du matériel que du personnel. Fort de son expérience de plusieurs années en Equateur, le directeur de CARE (James J. Puccetti) m'a remis liste de la contrepartie nécessaire pour atteindre un volume de 200 puits par an. Sur cette base (voir doc. C.10.11 au dossier) les objectifs de POSUIZOS paraissent pouvoir être atteints. CARE considère qu'il y a manque de communication et d'appui entre la centrale de Tegucigalpa et les promoteurs sur le terrain.

Sur le plan technique, CARE se concentre sur le modèle de base Dempster 23 F (CS). "CS" signifie "compressor spout". C'est une option qui permet de pomper dans un réservoir. CARE n'est pas en faveur des "wellpoints", qui ne permettent pas une aussi grande participation des communautés locales que dans le cas des puits excavés. Comme nos experts de l'EPFL, CARE évite de recourir à la "hand pitcher pump", qui est peu durable.

L'appui de CARE pour notre procédure d'achat de pompes Dempster dépend de

- a) la poursuite des activités de CARE au Honduras après 1977
- b) l'autorisation de la centrale CARE à New York. Voir la liste de prix confidentielle Dempster/CARE, au dossier (doc. C.10.12).

10.2 UNICEF est actif dans les départements frontière avec El Salvador: Ocotepeque, Lempira, Intibuca, La Paz et Valle. Dans cette région, la nappe phréatique est profonde, le terrain est dur, et il n'est pas possible d'installer des puits enfoncés.

Les objectifs quantitatifs de UNICEF ne me sont pas connus, mais selon CARE ils seraient loin d'être atteints et il existerait un stock de 400 pompes Dempster de UNICEF dans l'entrepôt central du MSP ...

UNICEF souhaite coopérer avec nous, tant au niveau des zones (en nous proposant de remonter vers le nord le long de la frontière) que de la procédure d'achats. Il nous suffirait de demander une offre proforma (par exemple en contactant le Directeur du bureau européen à Genève, M. Gordon Carter); et si elle nous convient nous déposerions les fonds sur un compte auprès de l'UNICEF à

- 8 -

New York selon le "reimbursable procurement system", compte tenu d'un "handling cost" de 3 %. UNICEF dispose d'un système d'achats et de transport bien rodé, appuyé par un bureau à Tegucigalpa et la centrale régionale de Guatemala City. Voir liste de prix confidentielle de fournisseurs d'UNICEF, au dossier (doc. C.10.21).

A noter que UNICEF se lance dans la construction de réservoirs avec pompes à moteurs, dans la zone de Bajo Aguan (voir photos C.10.22 au dossier). Par ces réservoirs surélevés de 20'000 litres (l'un s'est d'ailleurs effondré), il est possible de desservir des communautés dispersées au moyen de canalisations.

- 10.3 AID est le plus récent partenaire du MSP en matière de puits. Ses objectifs sont de 2750 puits par an, financés par un prêt. CARE considère qu'un pareil volume est totalement irréaliste et n'a aucune chance d'être atteint. AID ne bénéficie d'aucune zone exclusive et couvre en principe tout le pays sauf la région 4, celle de POSUIZOS.

Comme il s'agit d'un prêt et comme les objectifs quantitatifs sont élevés, la mise en place du programme AID entraîne une procédure assez lourde, à mon sens trop complexe. Le responsable du programme à AID, Paul Hartenberger, m'a remis une volumineuse documentation que je verse au dossier. Elle comprend les documents suivants (documents C.10.3):

- accord de projet AID-MSP (Prestamo A.I.D. No 522-T-029), avec annexes (A, B, C)
- évaluation de la mise en place du programme (June 30, 1977)
- engagements du MSP vis-à-vis d'AID (August 18, 1977)
- offre de Johnson Division à AID (September 6, 1977)

11. Réunions inter-institutionnelles d'information

Vu l'intérêt manifesté par AID, UNICEF et CARE pour une plus grande coopération entre toutes les institutions concernées par le programme de puits, j'ai proposé au MSP d'organiser des réunions périodiques d'information, auxquelles participeraient toutes les instances nationales et externes intéressées. Je ne faisais que reprendre une suggestion des évaluateurs d'AID, à laquelle le MSP n'avait pas répondu. Cette fois-ci, je parlais au MSP au nom de tous les donateurs et le MSP n'a pu se dérober. Une première réunion a été organisée le 27 septembre, à laquelle a participé M. Schlaepfer. Voir son rapport détaillé.

A terme, il s'agira de passer de l'information à la coordination, puis à la coopération.

12. Rapports semestriels du MSP

D'entente avec l'Ing. Girón, les rapports semestriels du MSP seront établis en janvier et en juillet. Le premier rapport devrait donc nous parvenir dans le courant de février 1978, assez tôt pour être analysé avant le départ de la prochaine mission de contrôle.

13. Suite des opérations

Voici pour mémoire un chronogramme sommaire de la suite des opérations pour 1977 et 1978.

1977

Oct. Premières commandes de matériel par le MSP
 Nov. Remise de notre première avance de fonds

1978

Jan. Elaboration du premier rapport semestriel par le MSP et transmission à Berne
 Mars Arrivée du boursier à Choluteca
 Avril Mission ERIS-EPFL (IGR et IGE) à Choluteca
 Juillet Deuxième rapport semestriel du MSP
 Oct. Mission Tarradellas à l'ERIS
 Nov. Mission ERIS à Choluteca
 Nov. Fin du contrat de M. Schlaepfer

Dans le courant de 1979, il s'agira d'analyser les résultats obtenus afin d'ajuster nos objectifs et de déterminer les modalités de notre coopération pour la deuxième phase. La première se terminant en principe le 30 avril 1980. Au besoin, nous pourrions prolonger la première phase en réduisant nos objectifs.

D. Personnes rencontrées

M. l'Ambassadeur BERTHOUD, Guatemala City
 M. Adrian R. SCHLAEPFER, J.P.O PNUD-Honduras
 Dr ALVARADO, Vice-Ministre, MSP
 Dr J.B. RIVERA NUNEZ, Directeur général des Services d'Assainissement
 Ing. Efraim GIRON, responsable du programme de puits au MSP
 M. E. EVEREST, promoteur responsable de POSUIZOS
 Dr O. MOLINA, chef de la région sanitaire IV
 Ing. CHICO-ROMERO, conseiller OPS auprès du MSP
 Lic. Rolando QUIROS, représentant UNICEF pour Amérique Centrale
 Ing. Steve JARRETT, programmeur UNICEF pour le Honduras et le Salvador
 Dr GARCIA, Ing. VELASQUEZ et Ing. FUENTES, de l'ERIS
 M. Paul HARTENBERGER, liaison officer, USAID Tegucigalpa
 MM. J.J. PUCETTI (directeur) et M. TORRES, CARE Honduras

- 10 -

En outre, les contacts suivants pourraient nous être utiles à l'occasion d'une prochaine mission de contrôle:

Mr Rodney W. SAUBERS, Interamerican Geodesic Survey, Tegucigalpa
(pour documentation hydro-géologique)

AGUA DEL PUEBLO, une organisation privée U.S. de volontaires basée à Guatemala City (se charge de la formation des promoteurs du MSP, en collaboration avec INTERCAP de Guatemala City). Appuie le programme puits d'AID (a réalisé l'évaluation du 30/6/1977).

t.120.6-50

t.311 Costa Rica 1 - NY/Zh

t.311 Costa Rica 4

t.311 Costa Rica 7

3003 Berne, le 29 novembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1/9/1977 - 7/10/1977
 Extrait No 9

Mission au Costa Rica

1. Projet de mécanisation agricole à San José

J'ai examiné avec l'INA les mesures à prendre pour le démarrage du projet. Elles sont les suivantes:

- organisation d'une entrevue entre M. Jimenez Veiga, président exécutif de l'INA, et notre expert J. Videtic, à l'occasion du passage en Suisse de M. Jimenez. Cette entrevue a eu lieu le 27 octobre à Genève
- date d'arrivée de M. Videtic à San José: fixée au 22 novembre
- j'ai réuni pour M. Videtic toutes les informations d'ordre pratique (logement, voiture, etc.) dont il avait besoin avant son départ
- les homologues de notre expert ont été désignés. Il s'agit de Mme Ligia Chang, chef de la planification à l'INA, et de M. Manuel Ant. Solano A., chef du programme d'unités mobiles rurales
- M. Videtic passera son premier mois à parcourir le pays, afin de bien saisir la problématique de la mécanisation agricole au Costa Rica
- d'ici fin mars 1978, il élaborera son plan de travail, que nous discuterons avec M. Faessler, Directeur de la Station fédérale de Tänikon. M. Faessler se rendra ensuite au Paraguay pour participer au séminaire sur la mécanisation agricole en Amérique Latine. Il y retrouvera M. Videtic et l'un de ses homologues, qui prendront part au séminaire. M. Faessler exécutera ensuite une mission d'une semaine au Costa Rica, pour discuter du plan de travail de notre expert avec l'INA, notamment sur les deux points suivants: besoins en matériel et engagement du deuxième expert mis à disposition par la DDA
- les liaisons de l'INA avec d'autres institutions marchent bien, avant tout grâce aux efforts de l'expert israélien, M. Schütz. M. Videtic aura notamment à travailler avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, avec l'Institut des terres et de la colonisation (ITCO), qui est actif dans le domaine des coopératives, et avec le Conseil national de la production (CNP), qui s'occupe de location de machines agricoles

- 2 -

- initialement les experts israéliens couvraient tout le domaine de la formation agricole à l'INA. Ils ont accompli un gros travail de pionniers dans ce secteur, mais le seul expert restant, M. Schütz, ne peut pas à lui seul approfondir la formation dans tous les domaines. C'est pour cette raison qu'il a été fait appel aux Pays Bas et à la Suisse.

En grandes lignes, la répartition des tâches sera la suivante:

- a) avec un expert, Israël couvrira la formation de niveau moyen en gestion d'entreprises agricoles (techniques d'administration);
- b) avec 4 experts, les Pays Bas couvriront l'irrigation, l'utilisation d'unités mobiles, l'organisation d'exploitations agricoles didactiques et les laiteries;
- c) quant à la Suisse, elle couvrira la mécanisation agricole à tous les niveaux, en utilisant l'infrastructure des centres satellites

Comme on le voit, cette répartition des tâches pourrait créer théoriquement certains conflits de compétences, aussi l'INA prévoit-il de nommer dès mars 1978 un coordonnateur de l'assistance technique étrangère dans le domaine agriculture/élevage.

2. Ecole du froid

J'ai rencontré l'expert de Swisscontact, M. Braunschweiger, à quelques semaines de la fin de son activité à l'INA, ainsi que son homologue M. Fernando Solano, sous-directeur du centre La Uruca. Quelques commentaires:

M. Braunschweiger note une tendance à la baisse de la qualité de la formation à l'INA: sous l'influence de l'OIT, certains cours sont supprimés. Il relève aussi une tendance à la mégalomanie des grands effectifs: l'INA se vante d'avoir 30'000 élèves, mais on ne précise pas que seulement 4 % d'entre eux sont des apprentis. Le reste sont des travailleurs bénéficiant de cours de perfectionnement, c'est à dire de cours du soir selon le système modulaire. M. Braunschweiger estime que la négociabilité de ces modules de formation sur le marché du travail est des plus problématiques, et de toutes façons très sélective.

Notre ami F. Solano semble de plus en plus accaparé par ses activités politiques au sein du parti Liberación, qui est celui de toute la Direction de l'INA. Il plafonne à un poste qui se situe sans doute légèrement au-dessus de ses capacités, et se maintient grâce à une stratégie défensive. L'esprit créatif ne semble guère être son fort, et son intérêt pour la gestion de notre programme de bourses est loin d'être évident. En fait, F. Solano serait enchanté de repasser cette responsabilité à M. Videtic, mais je lui ai indiqué que nous avons pour objectif

- 3 -

de transférer graduellement toutes les responsabilités à l'INA, et qu'une gestion par M. Videtic constituerait un retour en arrière peu justifiable. Quoi qu'il en soit, les élections législatives sont proches et les dirigeants de l'INA vont être très occupés jusqu'en février 1978 ...

3. Atelier de mécanique agricole

J'ai rencontré l'expert de Swisscontact, M. Zbinden, dans l'atelier de mécanique agricole de l'UNACOOOP. Quelques commentaires:

La situation financière de l'UNACOOOP reste mauvaise. Ses dettes se montent à 12 millions de colones, soit près de 3 millions de francs. Des fonds importants ont été engagés dans des investissements improductifs, tels qu'une installation pour le mélange d'aliments (inutilisée), plusieurs camions-citerne de gros tonnage (inutilisés), etc.

M. Hernandez, le gérant qui avait succédé à M. Ruiz, vient à son tour de démissionner, et recevra 80'000 colones, pour son départ. Sa formation est celle d'un comptable, aussi son passage à l'UNACOOOP a-t-il avant tout servi à faire des économies et à couper le bois mort. Mais il n'en est rien sorti de productif ou de créateur, et l'on peut dire que les activités de l'UNACOOOP sont en veilleuse, sans grandes possibilités d'expansion. D'ailleurs, pour se lancer dans de nouvelles activités, ou développer celles qui existent déjà, il faut des fonds et des gérants dynamiques. L'UNACOOOP n'a ni l'un ni l'autre. On ne peut même plus dire qu'elle remplisse correctement sa fonction de service à l'égard des coopératives affiliées.

Cette situation se répercute sur l'atelier de mécanique agricole, où M. Zbinden doit jouer à l'homme-orchestre, faute de disposer de personnel qualifié. Sur les 5 mécaniciens, un seul est un ancien élève de l'INA, les autres ont une formation plus rudimentaire. Je renvoie le lecteur intéressé au rapport de préévaluation établi par M. Krummenacher le 3 novembre 1977, qui figure au dossier t.311 Costa Rica 7.

Pour résumer mon sentiment personnel, j'ajouterai qu'à mon avis le tracteur mono-axe Rapid est déjà dépassé par le développement accéléré de la mécanisation agricole au Costa Rica, qui a reçu de fortes impulsions pendant la récente période de hausse du prix du café. Le Costa Rica se mécanise sans doute trop vite et trop cher, mais il ne semble pas y avoir de contrepoids aux intérêts des importateurs de machinerie agricole. Face à une concurrence agressive et bien organisée, le Rapid ne pourra pas s'implanter durablement sur ce marché. Il n'en reste pas moins que l'UNACOOOP a investi 1 mio de colones dans ce projet, par lequel les rentrées mensuelles brutes sont budgétées à 28'000 colones pour 1978 (ventes de machinerie non comprises). Swisscontact va sans doute se sentir co-responsable de cet investissement et,

- 4 -

à ce titre, continuera probablement à appuyer l'UNACOOOP. Mais avant de décider de notre participation éventuelle à la poursuite de ce projet, il s'agira de discuter du rapport Krummenacher avec Swisscontact.

4. Personnes rencontrées

INA: M. Danilo Jiménez Veiga, président exécutif
Mme Ligia Chang, chef de la planification
A. Manuel A. Solano, chef département unités mobiles
M. Fernando Solano, sous-directeur centre La Uruca

Swisscontact: M. R. Braunschweiger, expert à l'INA (froid)
M. R. Zbinden, expert auprès de l'UNACOOOP

5. Documents annexés

INA: Formación profesional en el medio rural, enero 1977
Ce document est joint à l'original du présent rapport.

t.120.6-50
t.311 El Salvador 2 - NY/Zh

3003 Berne, le 1er décembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1/9 - 7/10/1977
Extrait No 10

El Salvador: Entretien de matériel hospitalier

1. Résumé

L'accord de projet entrera en vigueur vers fin 1977. Nous devrions tenter d'envoyer un premier expert au Salvador d'ici à fin mars 1978.

2. Mesures à prendre

Engager la procédure de recrutement dès que l'accord de projet sera sous toit.

3. Commentaires

3.1 Accord de projet

Les dernières divergences au sujet du texte de l'accord de projet et du plan d'opération ont été éliminées. Les pouvoirs pour la signature de l'accord ont été délivrés à notre Chargé d'Affaires.

La signature de l'accord est prévue pour fin novembre, mais il ne prendra effet qu'après avoir été ratifié par le Parlement salvadorien. Cette ratification n'est en fait qu'une simple formalité, qui devrait être remplie d'ici à la fin de l'année.

3.2 Recrutement des experts

Nous activerons le recrutement de nos deux experts dès que l'accord sera entré en vigueur. Le Ministère de la Santé publique (MSP) m'a remis à cet effet une nouvelle version du cahier des charges et du profil requis pour ces deux experts. Ces documents sont joints à l'original du présent rapport.

3.3 Arrivée des experts

Dans le cas où le premier expert recruté serait l'un de nos anciens experts (p. ex. M. Berovalis), il devrait être possible de le faire arriver au Salvador d'ici à fin mars 1978. Ceci lui permettrait de bénéficier de l'appui de notre Chargé d'Affaires, M. Portier, qui sera probablement transféré en avril 1978.

3.4 Conditions de séjour pour nos experts

La situation politique tendue qui règne au Salvador exigera beaucoup de prudence et de discrétion de la part de nos experts. Du point de vue pratique, quelques détails d'intendance:

- il est difficile de se loger à San Salvador, et il faut bien compter US\$ 500.-- par mois pour le logement d'une famille (renseignement fourni par notre Ambassade)
- comme voiture privée, on peut recommander la Peugeot 504 (avec air-conditionné), qui dispose d'un bon service après-vente. VW et les marques japonaises sont également recommandables
- les femmes d'experts pourraient par exemple donner des leçons au Lycée français, qui manque de professeurs. San Salvador manque aussi de jardinières d'enfants.

3.5 Véhicules de projet

L'article 4 a) de l'accord prévoit que la Confédération fournira deux véhicules tout-terrain au projet. Afin de répondre aux besoins de standardisation du MSP, le mieux serait de choisir des Willys Wagoneer 4 portes, moteur à essence. La procédure d'achat sera à fixer au début de 1978, après l'entrée en vigueur de l'accord.

3.6 Partenaire

Au niveau de la Direction du MSP, la personne la plus efficace, à laquelle il faudra nous adresser en cas de difficulté est le Dr Gerardo Mariona Bairez, directeur général de la Santé.

4. Personnes rencontrées

Ambassade de Suisse: M. Th. Portier, Chargé d'Affaires

Ministère de la Santé: Doctora Maria Julia Castillo, vice ministre
Dr Gerardo Mariona B., directeur général
santé
Ing. Ramón Moreno Lara, dépt. entretien
M. Luis E. Rivera, chef de projet désigné

Min. Planification: Ing. José E. Jaimes, chef div. coopération internationale

Assemblée législative: Dr Alfredo Morales Rodriguez, vice-président

5. Documents annexes

Cahier des charges et profil des experts sollicités par le MSP.
Ces documents sont joints à l'original du présent rapport.

t.120.6-50
t.311 El Salvador - NY/Zh

3003 Berne, le 5 décembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1/9 - 7/10/1977

Extrait No 11

El Salvador: Prospection

1. Résumé

Eu égard aux conditions socio-politiques régnant au Salvador, il y a lieu de réduire notre effort de prospection pour le concentrer sur le projet "Commercialisation du lait à Nueva Esparta".

2. Mesures à prendre

Dès que nous aurons reçu le nouvel avant-projet élaboré par le groupe de travail salvadorien, décider de notre participation éventuelle à une mission préparatoire conjointe prévue pour avril-juin 1978.

3. Commentaires

3.1 Conditions d'intervention

La tension qui s'est fortement accentuée au Salvador depuis les dernières élections justifie un examen préalable de la situation socio-politique de ce pays, en prenant comme référence le point C 2 de nos "critères de sélection de projets". Celui-ci subordonne notre intervention à l'existence d'un contexte politique et d'un climat social permettant à cette intervention de se réaliser dans des conditions acceptables de stabilité, de liberté et de sécurité, impliquant que la structure socio-économique et la politique de développement du pays concerné ne doivent pas aller à l'encontre de nos options fondamentales.

Grâce aux divers contacts organisés par notre Chargé d'Affaires M. Portier, j'ai pu me faire une idée assez précise de la situation qui règne au Salvador. Elle est dramatique pour de larges groupes sociaux. Le terme qui revenait le plus souvent au cours de mes entretiens était celui de "capitalisme du 19e siècle". Quelques exemples cités par mes interlocuteurs:

- a) un programme d'aqueducs ruraux est en cours de réalisation, avec un financement de la CIDA (crédit de US\$ 1,2 mio et donation de US\$ 0,9 mio) et de la Banque Interaméricaine de Développement (prêt de US\$ 6,0 mio). Que voilà un projet attrayant! En réalité: le gouvernement a interdit la construction de fontaines communales (l'eau serait gratuite ...) et a imposé un système de distribution par ménage et par maison, lié à l'installation de compteurs. Les familles déshéritées ne pourront pas acheter l'eau dont elles ont besoin

- 2 -

- b) en dépit de toute la phraséologie officielle, les coopératives sont considérées avec méfiance, étant potentiellement subversives. En règle générale, l'INSAFOCOOP les organise d'une façon qui ne leur permet pas de se capitaliser. Elles sont poussées à prendre du crédit bancaire, perdant ainsi une partie de leur liberté de manoeuvre.
- c) lorsque le prix du coton et du café étaient à la hausse, le gouvernement a invoqué la faiblesse des cours du sucre pour s'opposer à un accroissement des salaires
- d) l'Instituto Regional de Abastecimiento (IRA) achète le lait en poudre à bas prix dans les pays du Marché Commun et réalise un bénéfice annuel de 10 à 12 mio de \$ en l'écoulant au Salvador. Au lieu d'utiliser ce bénéfice au développement de l'élevage, on l'affecte au subventionnement de l'exportation des céréales de base, qui sont produites par les "14 familles". Les petits producteurs peuvent aussi livrer ces céréales à l'IRA, mais comme ils ne possèdent que les terrains les moins productifs, ils ne risquent pas de se tailler une grande part du gâteau
- e) il y a quelques mois, lorsqu'une grande propriété a été envahie par une centaine de paysans sans terre, elle a été cernée par l'armée, qui les a massacrés jusqu'au dernier
- f) le mode d'industrialisation du Salvador tend à réduire l'emploi industriel, grâce à l'importation des machines les plus modernes et les plus automatisées
- g) quant aux entrepreneurs hors du secteur industriel moderne, leur règle de conduite est de minimiser le plus possible leur risque, en le reportant sur leurs salariés. C'est ainsi que:
- les ouvriers agricoles doivent acheter leurs outils
 - les véhicules des entreprises ne sont pas assurés. C'est le chauffeur qui assume le risque de responsabilité civile
 - au restaurant, les serveurs achètent les repas au comptoir, pour les revendre aux clients; si le plat est refusé par le client, il reste à la charge du serveur; si un verre est brisé par un client qui ne le rembourse pas, sa valeur sera à la charge du serveur

De tels exemples illustrent une situation générale qui ne saurait satisfaire nos critères d'intervention.

3.2 Conclusions à tirer pour notre programme au Salvador

A fin 1975 - début 1976, nous avons envisagé de lancer un programme substantiel de coopération technique au Salvador, alors que le régime du Président Molina faisait quelques pas timides dans la direction d'une réforme agraire. Ces velléités ont été fort peu appréciées par les détenteurs du pouvoir réel, qui ont contraint Molina à faire machine arrière en sacrifiant pour les

- 3 -

besoins de la cause son Ministre de la Planification, jugé trop progressiste. Le gouvernement présidé par le Général Carlos Humberto Romero est maintenant notre interlocuteur dans un contexte socio-politique beaucoup plus tendu qu'il y a deux ans.

Notre problème est le suivant: compte tenu du fait que c'est nous qui avons fait les premières avances au Gouvernement salvadorien en vue de la réalisation d'un programme de coopération technique bilatéral, il s'agit de réduire le volume du programme envisagé en attendant des jours meilleurs, et cela sans que l'on puisse nous reprocher de nous immiscer dans la politique intérieure du Salvador.

Du fait que le projet d'entretien du matériel hospitalier est pratiquement sous toit (cf. extrait de rapport No 10), nous sommes dans une position de départ assez confortable: ce premier accord de projet témoigne de notre volonté de coopération, et nous ne courons guère de risques politiques dans ce type de projet essentiellement technique. Ceci nous permet d'être plus exigeants dans la sélection d'un deuxième projet.

A mon départ en mission, les 5 idées de projet suivantes étaient à l'étude (cf. points 3.2 et 3.3 de mon cahier des charges du 9 août 1977):

- A. Commercialisation du lait à Nueva Esparta
- B. Légumes et horticulture à Joya de Cerén
- C. Artisanat coopératif à Sonsonate
- D. Fourniture d'eau potable dans les zones rurales
- E. Coopération avec OIRSA

Il convient d'abandonner les idées de projet B, C et D, et de considérer la réalisation du projet E comme fort hypothétique, pour les raisons suivantes:

- projet B: notre partenaire potentiel, le BFA, ne s'intéresse pas à la réalisation de ce projet
- projet C: la FUNDASAL n'a pas pu acquérir les terres sur lesquelles elle comptait réaliser ce projet
- projet D: au vu des expériences faites dans le projet CIDA/BID, mieux vaut ne pas insister (voir point 3.1 a)
- projet E: les deux profils de projet soumis par le Dr Carlos Meyer, directeur de OIRSA (Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria) sont encore trop imprécis. L'intérêt de M. Meyer est avant tout de maintenir un dialogue avec nous, en vue de son éventuel engagement par notre service. Il est très désireux de retourner en Suisse. Aucune initiative n'est à prendre, à moins que M. Meyer ne nous relance en précisant ses idées de projet

Reste le projet A, qui pose des problèmes plus épineux.

3.3 Rappel des antécédents

L'idée de projet A, "Commercialisation du lait à Nueva Esparta", est le résultat d'une mission exploratoire réalisée par M. Laurent Guye en octobre 1976, portant sur un projet présenté par le FOCCO (Fomento y Cooperación Comunal, une organisation dépendant directement du Président de la République). Voyant que notre appui au projet Lajitas/Sabanetas était problématique (rentabilité trop faible, localisation dans une zone frontalière contestée), le FOCCO s'est rabattu sur l'idée du projet de Nueva Esparta et en a discuté le profil avec M. Guye, qui nous l'a soumis. Comme ce projet devait s'appuyer sur un programme du BID, nous avons décidé d'en poursuivre l'examen, à condition que notre partenaire principal soit le BFA, le FOCCO pouvant à la rigueur assumer un rôle subsidiaire.

3.4 Les activités du BID dans le domaine de l'élevage

Au Salvador les activités du BID dans le domaine de l'élevage porteront en priorité sur la santé animale. Les problèmes de commercialisation ne seront traités qu'ultérieurement. Le prêt du BID est libéré, l'accord est signé, mais le projet n'a pas encore démarré. Le partenaire sera le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG), qui recevra l'appui de spécialistes du BID. Au niveau des objectifs, le projet BID est axé sur les petits paysans; on se propose de travailler avec des coopératives, mais dans les faits tout dépendra de la volonté du MAG, aussi les gens du BID se montrent-ils quelque peu sceptiques. Ils ne pensent pas avoir un grand impact au niveau national mais pour eux ce qui compte, ce sont les homologues qu'ils vont former, car à terme ils pourront être les moteurs d'un certain changement.

3.5 La situation à Nueva Esparta

Nueva Esparta est situé à environ 50 km au nord-est de San Miguel, l'une des principales villes du Salvador. Le problème qui se pose aux petits producteurs de lait est essentiellement celui de la commercialisation, livrés qu'ils sont aux intermédiaires.

Actuellement le fromage est produit dans le cadre familial. Il s'agit d'un fromage blanc salé produit selon la même technique qu'au Honduras (voir à ce sujet le rapport de M. Dubly sous dossier t.311 Honduras 5). Ce mode de production procure du travail à la femme et aux enfants, en n'exigeant qu'un très faible investissement.

N'étant pas organisés pour la commercialisation, ces producteurs dépendent des intermédiaires qui font des tournées d'achats et empochent un bénéfice substantiel dans la revente.

3.6 Esquisse d'un profil de projet

Une coopérative de production de fromages ne répondrait à aucun besoin. Bien au contraire, elle ferait perdre leur travail à la femme et aux enfants. L'accent devrait donc être mis sur la commercialisation, ce qui dans des conditions normales est relativement facile. Ensuite, on pourrait penser à mieux organiser la production, en vue d'améliorer sa qualité.

On pourrait également se rabattre sur la possibilité de vendre d'une façon organisée le lait excédentaire à la Centrale laitière Rio Grande, de San Miguel. Cette "planta procesadora" est une donation de l'UNICEF. Elle est mal gérée et assez vétuste, mais si elle était remise en état, sa capacité pourrait passer de 50'000 bouteilles par jour à 75'000. On y produit également du lait en poudre.

En ce qui concerne l'articulation institutionnelle du projet, le FOCCO pourrait se charger de certaines tâches annexes telle que l'élevage de volaille pour la consommation familiale, la culture de légumes, etc. Mais dès que l'on entre dans l'économie monétaire, cela dépasse les capacités du FOCCO. C'est à ce niveau que le BFA est indispensable. Comme il n'y a pas encore de coopérative à Nueva Esparta, la section "cooperativas" du BFA pourrait appuyer la formation d'une coopérative de commercialisation de produits laitiers. Le projet pourrait également bénéficier de l'appui du MAG (assistance pratique) et d'un institut de recherches agricoles, le CENTA.

Ce profil de projet est assez différent de celui que le FOCCO nous a soumis en mai 1977. Ce dernier document n'a guère suscité l'intérêt du BFA, parce qu'il est assez vague et ne montre pas comment l'on se propose d'organiser les producteurs. Selon les gens du BFA, le FOCCO n'a pas "pensé" le projet, car une analyse économique du document montre que les propositions du FOCCO aboutiraient à une baisse des revenus des producteurs.

3.7 Attitude de nos partenaires

Dans la définition d'une marche à suivre pour l'étude et la mise en place de ce projet, j'ai dû tenir compte des facteurs suivants:

- le FOCCO considère ce projet comme son projet, et aucune instance au Salvador n'a envie de le lui contester, vu les liens spéciaux qui unissent le FOCCO et la Présidence.
- tout en évitant soigneusement de marcher sur les platesbandes du FOCCO, le BFA pourrait s'intéresser au projet de Nueva Esparta, si celui-ci était bien structuré et rentable. Encore faut-il noter que le BFA semble peu désireux de s'attaquer aux intermédiaires, qui "jouent un rôle très utile". C'est du moins l'attitude officielle du BFA. Le BFA craint beaucoup que le projet soit mal exécuté, aussi insiste-t-il pour que la Suisse désigne un expert polyvalent chargé de diriger le projet.

3.8 Plan d'action

Afin de dessaisir le FOCCO de son rôle d'interlocuteur privilégié, j'ai d'abord eu des entretiens au BFA, qui ont permis de dresser un plan d'action. J'ai alors présenté ce plan d'action au FOCCO, en indiquant que le BFA était disposé à collaborer à sa réalisation. Privé pour une fois de son rôle de coordonnateur et de mobilisateur des énergies, le Directeur du FOCCO m'a donné son agrément au plan dressé avec le BFA, en ajoutant qu'il allait prendre immédiatement toutes les mesures pour organiser un groupe de travail interinstitutionnel. C'est là l'objectif que nous cherchions à atteindre: le FOCCO n'est plus notre seul interlocuteur.

Le plan d'action se divise en 3 étapes: exploration, préparation, exécution.

a) Exploration (octobre 1977 - février 1978)

Cette étape portera sur la détermination des besoins et l'identification des moyens permettant d'y répondre. Elle sera réalisée par le groupe de travail institutionnel mentionné plus haut, qui comprend des représentants du BFA, du MAG (Direction de l'élevage et de l'agriculture) et du FOCCO. En cours d'étape, nous recevrons une copie des termes de référence, que nous pourrons soumettre à M. Guye afin qu'il nous communique ses suggestions. Nous recevrons l'avant projet résultant des études exploratoires d'ici à fin février. Si nous estimons que le projet est factible et crédible, nous pourrons participer à l'étape de préparation.

b) Préparation (avril - juin 1978)

Cette étape d'une durée de 2 à 3 mois devrait être terminée à fin juin 1978. Il s'agirait de mettre au point sur place les modalités d'exécution du projet, par le moyen d'une mission conjointe à laquelle participeraient deux experts suisses. Sur cette base, les deux parties prépareraient la libération des crédits nécessaires, de façon à ce que l'accord de projet soit sous toit à fin septembre 1978. Ceci permettrait au projet de démarrer en janvier 1979.

c) Exécution (1979 - 1986)

La durée globale d'exécution envisagée est d'environ 8 ans, divisés en 3 phases. La contribution suisse pour la première phase du projet, d'une durée de 2 ans et demi à 3 ans, ne dépassera pas Fr. 1,0 mio.

- 7 -

4. Personnes rencontrées

Ambassade de Suisse: M. Th. Portier, Chargé d'Affaires

FOCCO: Ing. Manuel Novoa, Directeur exécutif
Ing. Raúl Machuca, Planification FOCCO

Min. Planification: Ing. José E. Jaimes, chef div. coopération internationale

FAO: Ing. Arnoldus van den Hoven, expert auprès du BFA

BID: M. Francis Bregha, représentant BID au Salvador

BFA: M. Jimenez, Président
Dr Rivera

OIRSA: Dr Carlos Meyer, Directeur exécutif

Ambassade RFA: M. l'Ambassadeur Erich A. Huesch

ainsi que divers industriels suisses établis au Salvador

5. Documents annexes

Les documents suivants sont joints à l'original du présent rapport:

- communiqué de la CIDA concernant un projet d'aqueducs ruraux (26/4/1977)
- "Situación de avance de la cooperación técnica" (Planificación, Julio 1977)
- brochures de OIRSA concernant la prévention des épidémies

t.120.6-50

t.311 Kuba 1

- NY/Zh

3003 Berne, le 9 décembre 1977

t.441.1 Dall'Acqua B.

Rapport de mission Nyffeler en Amérique Latine, 1/9 - 7/10/1977Extrait No 12Cuba : Formation horlogère1. Résumé

Après quelques retards dû à l'inexpérience du MINCIN en matière de coopération avec les pays occidentaux, l'exécution du projet se poursuit activement et l'atelier pilote deviendra opérationnel d'ici à la fin du premier trimestre de 1978. Diverses mesures complémentaires permettront d'accroître l'efficacité de notre coopération avec le MINCIN.

2. Mesures à prendre

Dès confirmation de la demande cubaine par voie officielle:

- prolonger le contrat de notre expert Dall'Acqua jusqu'en mars/juin 1979
- charger notre expert d'améliorer l'organisation de l'atelier Universal
- organiser une courte mission d'un expert en montres électroniques
- organiser une courte mission d'un technicien de la firme Greiner

3. Commentaires3.1 Partenaire

Nous sommes le premier pays hors du bloc socialiste à coopérer avec le Ministère du Commerce Intérieur (MINCIN). Cela a posé quelques problèmes d'adaptation au MINCIN, notamment en ce qui concerne l'importation de matériel, la sélection et l'envoi de boursiers, et les conditions de séjour de notre expert, M. Dall'Acqua. Grâce à la bonne volonté évidente du MINCIN, à l'entremise de notre Ambassade et à l'esprit d'initiative de M. Dall'Acqua, ces problèmes sont en voie d'être tous résolus de façon satisfaisante.

3.2 Avancement du projet

L'atelier pilote est rattaché à l'Empresa Provincial de Relojeria (Entreprise provinciale d'horlogerie), qui compte 6 autres ateliers (dont l'UNIVERSAL) et 26 centres de réception.

- 2 -

L'atelier pilote est pratiquement prêt à recevoir le matériel livré par la Suisse. Il ne manque plus que quelques installations électriques et l'air conditionné (voir photos jointes à l'original du présent rapport). Cet atelier est situé dans une rue passante de la Havane, en dessus de l'atelier UNIVERSAL (voir photos) qui, comme son nom l'indique, répare des montres de tous les modèles et de toutes les provenances.

Tant du point de vue de son équipement que de l'organisation du flux de travail, l'atelier pilote fera plus que supporter la comparaison avec l'atelier UNIVERSAL. J'ai demandé à M. Dall'Acqua de nous remettre les plans de l'atelier pilote afin de les soumettre pour avis technique à la FH, mais il n'a pas encore pu en obtenir une copie.

A mon arrivée à la Havane, le transport du matériel était au point mort, occasionnant un retard croissant dans l'exécution du projet. Notre section du matériel et le MINCIN maintenaient un dialogue de sourds; le matériel avait été envoyé via Swissair à Madrid, d'où Cubana de Aviación était censée le prendre en charge, alors que le MINCIN a coutume d'importer à partir de Vienne. Une réunion avec nos partenaires a permis de dissiper tous les malentendus. Il s'agit maintenant de prendre bonne note que l'intermédiaire du MINCIN en Europe est:

M. Carlos Gonzales Milla
 Representante de empresa
 Comité estatal de Colaboración
 Embajada de Cuba
 Vienne

En cas de difficulté, il peut être atteint par téléphone ou télex.

Les deux boursiers sont maintenant en Suisse, où ils terminent leur cours de français. Leur programme de formation se terminera à fin 1978.

Nos partenaires se déclarent satisfaits de l'activité de M. Dall'Acqua, qui semble très apprécié. A mon sens, ils auraient pu profiter dans une plus grande mesure des compétences de notre expert, moyennant un peu moins de rigidité dans leur planification. Pendant les semaines de relative inactivité consacrées principalement à des démarches administratives pour accélérer l'importation de matériel, M. Dall'Acqua aurait pu s'occuper d'améliorer l'organisation quelque peu déficiente de l'atelier UNIVERSAL, si nos partenaires avaient bien voulu lui confier cette tâche. J'ai indiqué à nos partenaires que notre but général était d'accroître l'efficacité des services de réparation et d'entretien horlogers à Cuba, et que nous étions prêts à nous adapter à leurs besoins, sans nous limiter exclusivement à l'implantation et la mise en service de l'atelier pilote. Nous verrons plus loin les actions complémentaires qui peuvent être envisagées.

- 3 -

Il convient de signaler que M. Dall'Acqua fournit certaines informations commerciales à notre Ambassade, qui les transmet à la Division du Commerce. J'ai demandé à M. l'Ambassadeur Serra de nous en adresser à l'avenir une copie, dans la mesure où nous désirons rester au courant des activités de nos experts. Ajoutons que cette contribution de M. Dall'Acqua permet de payer indirectement en retour la FH pour l'appui qu'elle nous procure dans l'exécution de ce projet (achats de matériel, formation de boursiers).

En ce qui concerne les conditions de séjour un peu particulières de notre expert et de sa famille, j'ai pris note de diverses demandes de M. Dall'Acqua. D'entente avec la Direction administrative et avec la collaboration de notre Ambassade, diverses mesures ont été prises qui faciliteront le séjour de la famille Dall'Acqua. Elles sont d'autant plus justifiées que certains pays occidentaux préfèrent ne pas assigner d'experts permanents à Cuba, et se contentent de missions de courte durée (voir à ce sujet l'extrait de rapport No 13).

3.3 Suite des opérations

Les mesures suivantes ont été proposées au cours d'une réunion tenue avec des représentants du MINCIN et de l'Unidad Estatal de Cooperación Economica (UECE):

- A. Prolongation de 12 à 18 mois du contrat de M. Dall'Acqua (si possible au moins 15 mois), de façon à ce qu'il soit encore à la Havane au retour des deux boursiers.
- B. Utilisation des compétences de M. Dall'Acqua pour améliorer l'organisation de l'atelier UNIVERSAL.
- C. Mission de 2 à 3 semaines d'un expert de la FH à Cuba, pour donner un cours de formation sur les montres électroniques. Le MINCIN va acquérir des appareils de contrôle pour montres électroniques et il s'agirait de former 16 maîtres horlogers avec l'aide de M. Dall'Acqua. Ceux-ci formeraient à leur tour les autres horlogers cubains.
- D. Dans le courant du premier semestre de 1979 (ou sinon du deuxième semestre de 1978) mise à disposition pendant deux semaines d'un spécialiste de la firme Greiner, afin qu'il enseigne au personnel cubain la réparation de ses machines et instruments de travail.

Ces quatre demandes nous seront confirmées sous peu par la voie officielle. A titre de mesure interimaire nous avons déjà prolongé le contrat de M. Dall'Acqua de 6 mois, jusqu'au 30 juin 1978.

4. Personnes rencontrées

Ambassade de Suisse: M. l'Ambassadeur Serra

Commission nationale de coopération économique, scientifique et technique: M. Raúl Taladrid, directeur pour les pays développés occidentaux

DDA: M. Bruno Dall'Acqua, expert horloger

UECE: M. Brito, directeur des relations intérieures

MINCIN: M. Mario Forduny, directeur général des services

M. J. Gonzales

M. Pedro Ferro, directeur provincial des services

M. Pedro Alfonso, directeur d'entreprise

M. Ramón Lassalo, chef des services d'entreprise

5. Documents annexes

Photos de l'atelier pilote et de l'atelier UNIVERSAL

t.120.6-50
t.311 Kuba - NY/Zh

Berne, le 22 décembre 1977

Rapport de mission Nyffeler en
Amérique Latine, 1/9 - 7/10/1977
Extrait No 13

C U B A - P R O S P E C T I O N

Table des matières

1. Introduction
2. Activités du PNUD
3. Activités des Pays Bas
4. Activités de la Suède
5. Activités du Canada
6. Synthèse
7. Réunion avec la CNCECT
8. Recommandations
9. Personnes rencontrées

1. Introduction

Peu de temps après le triomphe de la Révolution en 1959, les relations entre Cuba et les USA sont entrées dans une phase de détérioration rapide qui - en passant par l'épisode de la Baie des Cochons - a culminé lors de la "crise des fusées", au cours de laquelle les USA et l'URSS ont pratiqué une politique de "brinkmanship" qui a failli entraîner le monde dans une guerre nucléaire.

Il s'en est suivi une longue phase de blocus économique envers Cuba imposé par les USA et suivi de facto par le reste du monde occidental. Ce blocus n'était cependant pas d'une rigueur absolue. On se souviendra par exemple des envois d'autobus britanniques, de camions espagnols et d'automobiles italiennes à Cuba.

Au début des années 1970, les efforts persistants de Cuba pour desserrer l'étreinte qui asphyxiaient son économie ont commencé à porter quelques fruits, d'abord auprès des pays scandinaves, Suède en tête, ensuite auprès de la France, toujours soucieuse de manifester une relative indépendance envers les USA, puis le dégel a atteint le Canada, la Belgique, l'Italie et les Pays Bas.

L'un des éléments de la stratégie cubaine envers ces partenaires a consisté en la recherche d'une "institutionnalisation" aussi poussée que possible de la coopération technique et scientifique sous la forme d'un accord-cadre. Ces efforts ont été couronnés de succès dans plusieurs cas, notamment ceux de l'Italie, de la France, des Pays Bas et de la Belgique.

Dès le début de 1974, les autorités cubaines ont manifesté à plusieurs reprises leur désir de voir s'intensifier les activités de coopération technique entre la Suisse et Cuba, qui ne portaient alors que sur la formation de techniciens cubains à l'Ecole cantonale de fromagerie de Moudon. Après examen de plusieurs idées de projet, notre choix s'est fixé sur une coopération dans le domaine horloger.

A fin 1975, lorsqu'il s'est agi de conclure un accord couvrant notre coopération horlogère, les Cubains nous ont suggéré la conclusion d'un large accord-cadre. Nous préférons nous en tenir à un simple accord de projet, qui nous aurait permis de faire nos expériences avec Cuba tant en évitant de susciter des espoirs peut-être infondés quant au volume futur de notre coopération. Pragmatiques comme ils savent l'être, les Cubains se sont ralliés à notre point de vue, et l'accord de projet a été conclu le 15 juin 1976.

Au terme de ma mission à Cuba, je devais rencontrer le partisan le plus actif de la conclusion d'un large accord-cadre, M. Raúl Taladrid, directeur pour les pays développés occidentaux à la CNCECT (Commission nationale de collaboration économique, scientifique et technique). Il était clair qu'en évoquant les perspectives d'avenir, la question de l'accord-cadre allait à nouveau être soulevée, comme elle l'avait été lors de la réunion avec des représentants du MINCIN et de l'UECE (cf. extrait No 12 point 3.3). Je suis donc livré à une tournée d'information auprès du PNUD et des principales coopérations occidentales actives à Cuba.

2. Activités du PNUD

Le deuxième programme quinquennal du PNUD (1977-1981) est en cours d'exécution, sur la base d'un IPF de US\$ 13,5 mio. Ce montant est le même que celui qui avait finalement été fixé pour le premier programme quinquennal (1972-1976), après que Cuba ait protesté avec véhémence contre l'IPF de US\$ 10,0 mio qui lui avait d'abord été attribué.

Le programme du PNUD est orienté vers les sciences techniques et l'industrie, sur la base de projets spécifiques et techniquement "sophistiqués". Il comprend quelques projets liés à l'industrie sucrière, dont le projet pour l'industrialisation de la bagasse, qui a démarré en 1972. La CIDA et la Finlande coopèrent à la réalisation de ce projet, dont le but est d'utiliser les déchets de canne à sucre pour en faire du papier journal et des fibres synthétiques. Le coût total du projet est de US\$ 5,0 mio, la plus grande partie concernant des achats d'équipement.

Les livraisons d'équipement représentent un fort pourcentage du programme du PNUD. Selon M. Eriksen (assistant Res Rep), Cuba dispose d'une main d'oeuvre qualifiée, qu'il s'agit seulement de former à un niveau plus poussé. Pour ce faire, le PNUD a recours dans une mesure croissante à des consultants envoyés pour de courtes missions. Cette tendance s'est affirmée au cours des 2-3 dernières années, soit depuis l'ouverture du bureau du PNUD en 1974. L'implantation de ce bureau a permis d'améliorer sensiblement le rythme d'exécution des projets. De très bonnes relations ont été établies avec les autorités cubaines et notamment avec la CNCECT. C'est là une entité clé pour la coordination des projets.

Le PNUD est fort satisfait de la coopération du gouvernement à l'exécution des projets. Les engagements sont tenus dans une mesure largement supérieure à ce que l'on peut attendre de pays du Tiers Monde. Selon le PNUD, l'explication réside dans le fait que lorsque les Cubains sollicitent une coopération extérieure pour un projet donné, on peut être sûr que cela s'insère dans un plan d'ensemble et que les priorités ont été bien établies.

Pour plus de détails, voir le "Report on development assistance-1976-Cuba" joint à l'original du présent rapport. Il traite aussi d'assistance bilatérale.

3. Activités des Pays Bas

Cuba est l'un des 4 pays de concentration de la coopération technique néerlandaise en Amérique Latine. Les trois autres sont le Pérou, la Colombie et la Jamaïque. Un accord-cadre de coopération technique avec Cuba a été signé en novembre 1975.

Pour leur programme cubain, les Néerlandais combinent les donations à fonds perdu et les prêts à des conditions de faveur. Leur programme est le suivant:

a) <u>Volume</u>		<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>
Donations	mio flh	4,7	4,0	2,0
Prêts	mio flh	<u>6,0</u>	<u>11,0</u>	<u>13,0</u>
TOTAL	mio flh	10,7	15,0	15,0

b) Affectation

- Flh 4,0 mio: amélioration de l'alimentation pour bébés, par la livraison et l'installation d'une fabrique-pilote, avec l'assistance technique d'experts néerlandais (1975)
- Flh 3,8 mio: fabrique-pilote de céréales, en vue de la diversification de l'usage de tous les types de farine (1975)
- Flh 1,7 mio: projet dans le domaine de la santé publique (1975)
- Flh 1,1 mio: lutte contre la pollution dans le port de La Havane (1975)
- Flh 15,0 mio: pour le domaine de la santé c.à.d. étude des plans cubains existants, livraison et installation d'équipements médicaux (1976)
- Flh 15,0 mio: livraison et installation d'équipements médicaux (1977)

c) Mode d'intervention

L'aide financière néerlandaise est non-liée, on laisse beaucoup de liberté au partenaire cubain qui, selon l'expérience des Néerlandais, sait très bien ce qu'il se veut. En pratique, les Cubains s'arrangent pour favoriser l'industrie des Pays Bas et achètent les équipements médicaux à Philips. Pour le domaine de l'alimentation, les consultants sont fournis par un institut public néerlandais, mais les Cubains semblent trouver que le prix du matériel néerlandais est assez élevé.

Jusqu'à maintenant les Pays Bas ne se sont guère lancés dans les projets combinés. Ils préfèrent négocier des paquets d'aide financière et laissent l'industrie privée se charger de l'exécution de projets où se combinent les livraisons d'équipement et les missions de consultants pour des périodes de courte durée.

Le seul projet de coopération technique classique réalisé à ce jour concerne un petit projet financé grâce à un crédit d'ambassade de Flh 100'000.--, portant sur l'installation d'équipement orthopédique dans les hôpitaux.

Signalons enfin que les Pays Bas font bénéficier Cuba d'un programme de bourses post-graduate et de donations de livres scientifiques.

4. Activités de la Suède

Plutôt que de conclure un accord-cadre avec Cuba, la Suède a préféré développer son programme dans ce pays sur la base d'accords de coopération triennaux.

Le premier accord a été conclu en octobre 1974 et prévoyait un volume global de S.kr. 45 mio pour la première année (année budgétaire 1974/75). De ce total S.kr. 20 mio étaient de l'aide liée. Le principal secteur couvert était celui de la santé publique.

C'est maintenant l'accord triennal de juillet 1977 qui est en vigueur, couvrant la période 1977-1980. Le programme de la SIDA est le suivant:

a) Volume et affectation

(mio S.kr.)	<u>77/78</u>	<u>78/79</u>	<u>79/80</u>	<u>Total triennal</u>
Impression de manuels scolaires	7,0	4,0	-	11,0
Equipement pour le Ministère de l'Éducation	27,3	18,8	19,7	65,8
Institut de développement pour l'industrie alimentaire (labo central de R & D)	-	7,2	10,3	17,5
Promotion des exportations (aide associée ITC)	<u>0,7</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>0,7</u>
TOTAL	35,0	30,0	30,0	95,0

De ces 95 mio, 24 sont des prêts à des conditions de faveur, le reste est des donations. A relever que Cuba est l'un des 3 pays recevant de l'aide financière de la part de la Suède, les deux autres sont la Tunisie et la Zambie. Cette aide est sans intérêt, à 50 ans avec 10 ans de grâce.

b) Tendances

Une diminution progressive du volume de l'aide suédoise est en cours, suite à la victoire du parti conservateur aux dernières élections suédoises. Aucun volume n'est actuellement programmé au-delà de mi-1980, mais un crédit spécial de S.kr. 5,0 mio vient d'être ajouté au présent volume triennal. Il servira à la prospection de nouveaux champs de coopération pour une nouvelle période de coopération, sur une base plus commerciale que dans le passé.

En ce qui concerne l'orientation par secteurs, la SIDA a d'abord été très active dans le domaine hospitalier puis elle a laissé ce champ aux Néerlandais et s'est rabattue sur l'industrie alimentaire (Alfa Laval) et l'éducation.

c) Mode d'intervention

La politique de la SIDA est de s'adapter aux priorités des Cubains. Comme ceux-ci orientent leurs demandes vers des secteurs dans lesquels la Suède est spécialisée, l'offre et la demande se rencontrent sans problème.

L'aide suédoise est accordée sur la base de projets spécifiques, mais en pratique la SIDA laisse une grande liberté aux Cubains pour l'usage des fonds. Chaque projet est pourvu d'un plan d'opération, beaucoup plus pour répondre aux besoins des Cubains que de la SIDA. Si les Cubains voient que le plan d'opération ne pourra pas être rempli, ils le renégocient assez tôt.

Environ les 3/4 du volume de la SIDA à Cuba sont absorbés par la rubrique "équipement". Le reste couvre des missions d'appui de consultants et, dans une faible mesure, quelques bourses. La SIDA n'a pas d'expert en poste de longue durée à Cuba.

Pour plus de détails, voir la brochure "Sweden's Policy for International Development Co-operation", jointe à l'original du présent rapport.

5. Activités du Canadaa) Volume

Jusqu'à 1974 les activités de la CIDA à Cuba ont pris la forme d'une donation de Can\$ 5,0 mio pour 5 ans, couvrant deux projets (dont le "Training for Engineering Faculty"). La CIDA a alors décidé de passer des donations aux prêts, et a conclu en 1974 un accord triennal portant sur une aide financière d'un montant de Can\$ 10,0 mio, à un taux d'intérêt de 3%. Maintenant seules les institutions privées canadiennes font encore des donations à Cuba, pour un volume annuel d'environ Can\$ 200'000.--.

b) Affectation

Ce prêt de 10,0 mio couvre les projets suivants:

- études minières (plomb, zinc)
- appui au projet pour l'industrialisation de la bagasse (projet PNUD)
- production d'agrumes
- formation de techniciens médicaux
- formation de chercheurs à un niveau de base
- santé publique
- pêcheries
- services vétérinaires
- formation de techniciens en pharmacie

c) Mode d'intervention et tendances

La CIDA reste fort discrète sur l'avenir de son programme à Cuba, qu'elle ne considère pas comme un pays de concentration. Sans doute est-ce parce qu'une négociation est en cours avec les autorités cubaines.

La plus grande partie du programme de la CIDA est consacrée aux dépenses de matériel. En matière d'experts la CIDA envoie de préférence des missions de consultants, mais elle a aussi quelques experts assignés pour une longue durée à Cuba, avant tout pour l'enseignement des langues. La CIDA n'est guère satisfaite des conditions de séjour de ses experts permanents, leur présence crée beaucoup de problèmes. D'une façon générale la CIDA estime que les problèmes d'échange de personnel sont plus grands avec Cuba qu'avec d'autres pays, même s'il ne s'agit que de consultants et de boursiers, les problèmes les plus difficiles étant ceux des experts permanents.

6. Synthèsea) Volume

<u>Source externe</u>	<u>Volume annuel actuel (mio US\$)</u>	<u>Tendance de volume</u>
Suède	7,4	Décroissant
Pays Bas	6,5	Croissant/Stable
Canada	3,0	Stable/Décroissant
PNUD	2,5	Stable

Comme le volume d'aide global reçu des 4 sources sus-mentionnées ne semble pas devoir augmenter ces prochaines années, les Cubains vont poursuivre leur effort de diversification auprès d'autres pays tels que la Belgique, la France, l'Italie, la Suisse.

b) Affectation

L'intérêt fondamental du gouvernement cubain est d'avoir accès à la technologie occidentale, par l'acquisition d'installations-pilote et la formation de spécialistes cubains qualifiés. L'industrie alimentaire et la santé publique figurent parmi les secteurs prioritaires.

c) Mode d'intervention

Pour Cuba, peu importe que la coopération occidentale vienne du secteur public ou du secteur privé, le premier défendant les intérêts du second et étant de ce fait d'essence capitaliste. Ce qui compte, c'est d'avoir accès à la meilleure technologie, aux conditions les plus favorables, sur la base de priorités fixées par les planificateurs cubains. Pour cette raison ils apprécient de pouvoir négocier des plans triennaux. Les échanges de personnel sont réduits au strict minimum correspondant aux besoins du projet.

d) Appréciation des partenaires externes

Cuba est unanimement considéré comme un partenaire réaliste et sérieux.

7. Réunion avec la CNCECT

Le 5 octobre, M. l'Ambassadeur Serra et moi-même avons été invités à un déjeuner d'affaires par M. Taladrid.

Après avoir fait le point sur le projet horloger (cf. extrait de rapport No 12), la discussion a roulé sur les perspectives d'avenir. Comme prévu M. Taladrid a renouvelé la suggestion qu'il avait faite en 1975, celle de conclure un large accord-cadre de coopération, en précisant que pour la CNCECT la décision de conclure un accord-cadre est indépendante du volume de coopération qui sera effectivement réalisé. Les Cubains voudraient avant tout conclure un accord-cadre pour des raisons psychologiques. En outre, un tel accord faciliterait beaucoup les échanges de personnel (experts, consultants, boursiers), grâce à une définition détaillée des obligations des deux parties. Nous avons déclaré prendre bonne note des desiderata cubains, pour les transmettre à Berne.

En ce qui concerne les projets spécifiques, Cuba reste intéressé à une coopération suisse dans le domaine de la métrologie alimentaire, qui avait été sollicitée en 1975, mais ne désirerait pas se limiter à l'exploration de cette seule idée de projet. La CNCECT voudrait comparer son degré de priorité avec celui d'autres possibilités de coopération et nous soumettre un choix de 3 ou 4 idées de projet, étant entendu que la CNCECT ne considèrera pas une demande de renseignements de notre part comme une promesse de

coopération. Dans le cas où nous retiendrions une idée de projet, M. Taladrid suggère que nous chargions un ou deux experts de réaliser une mission préparatoire à Cuba.

Comme notre interlocuteur nous pressait de lui fixer un cadre financier indicatif et de lui suggérer quelques secteurs d'intervention, nous lui avons répondu comme suit:

- a) le plafond pour notre coopération technique à fonds perdu avec Cuba peut être estimé à Fr 500'000.-- par année pour la décennie en cours (Nota: ce qui représente environ 3 % de notre volume global en Amérique Latine)
- b) une coopération pourrait par exemple être envisagée dans un secteur technologique tel que la réparation de machines de précision, ou le secteur forestier.

8. Recommandations

J'estime que nous devrions répondre dans une mesure plus ample aux avances que Cuba nous fait depuis 4 ans, pour des raisons de 3 ordres:

- A. Cuba satisfait dans une très large mesure nos critères d'intervention. Ceux-ci étant fort proches de ceux de la Suède, il peut être utile de relever que la SIDA a décidé de lancer son programme après avoir estimé que les Cubains:

- font d'eux-mêmes un grand effort matériel et humain pour sortir du sous-développement;
- créent, en transformant les structures sociales, un climat propice pour le développement économique;
- ont supprimé, dans la mesure du possible, la corruption administrative et individuelle qui, dans beaucoup d'endroits, engloutit une grande partie des contributions fournies par des pays donateurs.

On peut ajouter que les demandes de coopération extérieure préparées par le gouvernement cubain répondent à des priorités clairement établies, aussi s'acquitte-t-il dans l'ensemble avec ponctualité de ses obligations contractuelles lors de l'exécution des projets.

- B. Partant de la notion d'universalité de nos relations internationales, un accroissement de notre coopération avec Cuba permettrait de rééquilibrer politiquement notre programme en Amérique Latine. A ce titre Cuba pourrait dans une certaine mesure assumer le rôle tenu en son temps par le Chili.

- C. Un resserrement de nos relations avec Cuba s'inscrirait dans un vaste mouvement d'ensemble, qui affecte déjà les pays scandinaves, les pays du Marché Commun et le Canada. Le moment paraît assez favorable pour agir, car nous serions selon notre habitude dans le bon milieu du peloton. D'ailleurs le fait que nous nous déchargions rapidement de la représentation des intérêts américains à La Havane devrait nous laisser une plus grande liberté de manoeuvre.

Au niveau des mesures qui pourraient être envisagées, nous disposons de plusieurs options. Elles sont les suivantes, par ordre croissant d'importance:

1. Accroissement à Fr 0,5 mio par an du volume de notre coopération technique avec Cuba
2. Conclusion d'un accord-cadre de coopération technique et scientifique
3. Comme option 2, avec inclusion d'aide financière
4. Conclusion d'un vaste accord de coopération technique, scientifique, financière et économique

L'option 1 représente un strict minimum, à mon sens insuffisant. Pour cette raison, j'estime préférable de passer à l'option 2 (y.c. l'accroissement de volume prévu dans l'option 1), qui serait d'une plus grande portée psychologique et nous permettrait de régler une fois pour toutes les problèmes de transfert de personnel.

Quant à l'option 3 elle peut ne pas cadrer avec notre politique consistant à réserver notre aide financière aux pays les plus démunis. Mais en va-t-il de même pour la "petite" aide financière? Ne serait-il pas possible de combiner une petite aide financière avec un crédit privé à des conditions commerciales, comme nous l'avons fait dans le projet de Toachi Pilaton?

Reste l'option 4, qui va très loin et qui mettrait en jeu de gros intérêts. Si l'on ne pense qu'au passé, elle peut sembler irréaliste. Mais il y a l'avenir, et il survient parfois assez rapidement. Je soumetts à la réflexion du lecteur la nouvelle suivante, du 16 novembre 1977:

"La Havane, 16. -- (AFP) Quelque quatre-vingts représentants des plus grandes entreprises internationales, américaines pour la plupart mais aussi françaises, japonaises et suisses, sont arrivés mardi à La Havane où ils doivent avoir une série d'entretiens avec les dirigeants cubains, sur l'étude d'une éventuelle coopération économique.

Les dirigeants d'entreprises telles que Dupont de Nemours, Gulf Oil, Westinghouse, Goodyear, Nestlé, Monsanto, Chase Manhattan, Rhône Poulenc, Mitsubishi, Pepsi Cola, etc. ..., représentant la plus importante délégation d'hommes d'affaires venue à Cuba depuis la révolution, auront notamment des entretiens "à huis clos" avec le président Castro et un grand nombre de membres du conseil des ministres.

- 10 -

Selon un porte-parole des responsables d'entreprises, "l'actualisation des concepts des multinationales au sujet de la politique économique cubaine", sera un des sujets majeurs des discussions. De son côté, le Gouvernement cubain exposera son point de vue en ce qui concerne le rôle éventuel de l'entreprise privée internationale dans le développement de l'île.

"Le président Castro a une vue et une connaissance profondes des possibilités politiques et pratiques de son gouvernement", a déclaré mardi dans un communiqué le groupe des visiteurs internationaux."

La DDA a-t-elle l'intention de jouer un rôle dans cette évolution, ou se contentera-t-elle de suivre passivement le mouvement?

9. Personnes rencontrées

Ambassade de Suisse:	M. l'Ambassadeur Serra
CNCECT	: M. Raúl Taladrid, directeur pour les pays développés occidentaux
PNUD	: M. Eriksen, assistant Res Rep
Dutch technical cooperation	: Mr Derksen, chef de section Amérique Latine : Mrs Honkje Hilverda
SIDA	: M. Wide, Chargé d'Affaires a.i.
CIDA	: M. Gordon Houlden, 3e secrétaire d'Ambassade